

Crédit Mutuel

Banque Fédérative



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2013

Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité

Des copies de ce document peuvent être obtenues sans frais sur simple demande au siège social de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel.

Banque Fédérative du Crédit Mutuel – Société Anonyme au capital de 1 326 630 650 euros
Siège social : 34 rue du Wacken – B.P. 412 – 67002 Strasbourg Cedex – Tél. 03 88 14 88 14
Adresse télégraphique : CREDIMUT – Télex : CREMU X 880 034 F – Télécopieur : 03 88 14 67 00
Adresse SWIFT : BFCM FR 2A – R.C.S. Strasbourg B 355 801 929

Sommaire

Chapitre I

Personnes responsables

1.1 - Responsable du rapport financier semestriel

1.2 - Attestation du responsable

Chapitre II

Les comptes semestriels – Informations semestrielles intermédiaires

2.1 - Rapport semestriel d'activité

2.2 - Comptes consolidés condensés

2.3 - Facteurs de risque et incertitudes

Chapitre III

Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

Chapitre IV

Documents accessibles au public

4.1 - Documents accessibles au public

4.2 - Responsable de l'information

Chapitre I – Personnes responsables

1.1 – Responsable du rapport financier semestriel

M Michel LUCAS, Président - Directeur général de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel.

1.2 – Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 02 août 2013

Michel LUCAS
Président - Directeur général

Chapitre II – Les comptes semestriels – Informations semestrielles intermédiaires

2.1 – Rapport semestriel d’activité

Environnement économique

L’action décisive des banques centrales dans le monde entier a permis de mettre un terme à la spirale négative de 2012. Malgré l’ampleur de l’assouplissement monétaire, l’activité économique peine à repartir. Seuls les Etats-Unis semblent aujourd’hui véritablement sorties de la crise. En Europe, si la dégradation est de moins en moins brutale, la récession se poursuit et cela devrait durer jusqu’à la fin de l’année. De plus, alors qu’ils avaient jusqu’à maintenant bien résisté à la crise économique, les pays émergents peinent à trouver un second souffle. Leurs rythmes de croissance continuent de baisser, pénalisés par le recul de la demande en provenance des pays développés.

Les Etats-Unis donnent le tempo de la sortie de crise. Malgré des mesures d’austérité conséquentes en début d’année, l’activité a résisté. Les hausses d’impôts ont été absorbées par les ménages qui n’ont pas hésité à puiser dans leur épargne, signe de leur confiance retrouvée en l’avenir. Cette amélioration de l’économie reste soutenue par un secteur immobilier en pleine reprise. La hausse des prix se fait conjointement à celle des volumes vendus, ce qui permet un épuisement des stocks et par ricochet une remontée des mises en chantier. Cette accélération de la dynamique de croissance devrait se poursuivre au cours du second semestre, ce qui a incité la Fed à infléchir sa stratégie. Elle envisage désormais de réduire le montant de ses achats mensuels de titres (85 MM\$ actuellement) avant la fin de l’année. Cet ajustement a eu pour conséquence une remontée des taux souverains américains qui ont entraîné ceux du monde entier avec une sortie importante de capitaux des pays émergents. Le mouvement haussier devrait se poursuivre lentement, accompagné par une remontée du dollar face à l’ensemble des monnaies.

En Europe, le positionnement en tant que prêteur en dernier ressort de la BCE a permis une poursuite de la détente sur les marchés financiers tout en soutenant un ralentissement de la dégradation du contexte économique. Malgré la dissipation des craintes de disparition de la monnaie unique, les nuages restent nombreux dans le ciel européen. L’Italie a été confrontée à un blocage politique majeur qui a fini par déboucher sur une coalition fragile laissant craindre un fléchissement dans la volonté d’assainissement des finances publiques. L’autre dossier anxigène est venu de Chypre. La crise bancaire qui a agité le pays a imposé au gouvernement de solliciter l’aide de ses partenaires. Cette dernière a été consentie dans la douleur et au prix d’une restructuration complète du système financier du pays. La mise à contribution des créanciers privés a été fixée comme un préalable indispensable à l’injection de fonds publics. Cette nouvelle approche de la gestion des faillites bancaires devrait désormais être la norme en Europe. Dans le cadre des discussions autour de la création de l’Union bancaire, les Etats européens se sont entendus sur une surveillance unique par la BCE et sur l’uniformisation des règles des pays pour gérer les faillites bancaires. Les discussions sont toutefois loin d’être achevées et la rupture du lien entre risque bancaire et risque souverain qui doit en découler est loin d’être acquise.

Le premier semestre a été marqué en Europe par un revirement de la Commission européenne sur la prépondérance de l’austérité. La contraction des PIB a annihilé une grande partie des efforts consentis par les Etats en difficulté alimentant les craintes d’une récession sans fin, nourrie par les coupes budgétaires à répétition. Si les Etats sont incités à poursuivre leurs réformes structurelles, un délai supplémentaire leur a été accordé pour atteindre leurs objectifs de réduction des déficits publics. Cet ajustement, le maintien d’une politique monétaire accommodante et les premiers résultats des réformes entreprises ont permis à l’économie européenne d’amorcer une phase de stabilisation. Si les taux de croissance restent en territoire négatif, la chute est de moins en moins brutale et un retour à la croissance est désormais attendu en 2014.

En France, l'équilibre entre austérité et croissance reste délicat à trouver. Les deux années supplémentaires octroyées par la Commission européenne pour atteindre l'objectif de 3% de déficit public vont permettre d'éviter de faire plonger le pays en récession en limitant l'ampleur des coupes budgétaires et des hausses d'impôts. Malgré cela, le gouvernement devra poursuivre les réformes de fond pour assurer la crédibilité de la signature de l'Etat et éviter un choc sur les taux souverains. Toutefois, depuis plusieurs mois, la confiance des entreprises et les carnets de commandes se redressent aidés par la demande mondiale, laissant penser que le point bas économique est atteint. Toutefois, les perspectives de rebond restent limitées et il sera très difficile d'atteindre un taux de croissance positif en 2013.

Au Japon, la banque centrale (BoJ) a mis en place, début avril, une stratégie d'électrochoc, pour tenter de dynamiser l'économie du pays et de lutter contre la déflation. Avec un programme d'achat d'obligations souveraines d'une ampleur historique, la BoJ n'a pas déçu sur sa volonté d'agir. Cette action monétaire succédait à un stimulus budgétaire, et a été suivie d'un plan de réformes structurelles, dont la mise en œuvre devrait débiter à l'automne, qui ont composé les « trois flèches » de la stratégie économique du gouvernement.

Dans les pays émergents, le contexte économique s'est dégradé au cours du premier semestre. La faiblesse de la demande en provenance des pays développés pénalise leurs exportations alors que leur demande intérieure n'est pas suffisamment robuste pour prendre le relais. De plus, les pays dont le modèle de croissance s'appuie sur les matières premières sont impactés par le fléchissement de la Chine, actuellement en pleine réforme pour accélérer la libéralisation de son économie. Malgré les mesures de soutien budgétaire et monétaire adoptées par l'ensemble des pays émergents, cette faiblesse risque de se poursuivre, notamment du fait des retraits massifs de capitaux induits par le changement de stratégie de la Fed. La perspective d'une moindre abondance des liquidités dans le monde risque d'accroître le coût du crédit, réduisant ainsi le potentiel de hausse des investissements, indispensables au maintien de la dynamique de croissance des dernières années. Le rythme d'augmentation du PIB des pays émergents devrait donc stagner dans les prochains mois avant de se reprendre progressivement en fin d'année, aidé par la sortie de crise de l'Europe et la bonne santé des Etats-Unis.

L'activité du groupe BFCM au premier semestre 2013¹

La BFCM est la société holding du groupe CM11-CIC et intervient à ce titre sur les marchés de capitaux afin de couvrir les besoins de refinancement du groupe. Elle développe également des opérations d'ingénierie financière et porte le portefeuille de participations.

➤ Activité commerciale en croissance

Le développement commercial s'est poursuivi au premier semestre 2013. Le groupe compte plus de 17,1 millions de clients au 30 juin ; le réseau bancaire CIC affiche une progression globale de près de 125 500 clients.

Les dépôts bancaires s'élèvent à près de 132 milliards d'euros (+5,6%). L'augmentation de l'encours de plus de 6,9 milliards d'euros résulte principalement des dépôts sur livrets bleus et A(+36,3%) et de l'évolution des comptes courants (+12%).

L'encours total des crédits à 168 milliards d'euros est en hausse de 2,3 milliards (+1,4%). A l'instar de 2012, cette variation est portée par les crédits d'investissement (+1,3 milliard ; +4,2%) et ceux à l'habitat (+1,2 milliard ; +1,9%). Cela illustre la volonté constante et ancienne du groupe BFCM de soutenir les projets des entreprises et des particuliers, tant au plan national que régional.

¹ Sauf indication contraire, les comparaisons ci-après s'entendent par rapport aux chiffres du 30 juin 2012

En matière d'assurances, le nombre des contrats atteint 24,9 millions (+5,7% en brut). Le chiffre d'affaires consolidé assurance augmente de 30,4% bruts à 5,1 milliards d'euros grâce à une collecte soutenue en assurance vie et à l'intégration de la société Agrupacio AMCI (Espagne) qui représente 82 millions d'euros pour ce premier semestre.

Les résultats du groupe BFCM au premier semestre 2013

➤ **Résultats financiers consolidés**

Bilan consolidé

Le total bilan du groupe BFCM s'élève à plus de 389 milliards d'euros.

Les encours de crédits à la clientèle ont progressé de 1,4% à 168 milliards d'euros portés par les crédits d'investissement (+4,2%) et les crédits habitat (+1,9%).

L'épargne totale gérée et conservée augmente de 4,9% à 406,4 milliards d'euros, dont près de 132 milliards concernent les dépôts comptables² (+5,6%). Le groupe BFCM a enregistré une collecte nette de près de 7 milliards d'euros.

Ces évolutions conduisent à un ratio « crédit / dépôt » de 127,8% au 30 juin 2013 contre 133,1% un an auparavant.

Les réseaux bancaires du CIC, de la BECM, de CIC Iberbanco, de TARGOBANK Allemagne et de TARGOBANK Espagne voient l'encours des crédits bruts et des dépôts comptables progresser respectivement de 1,4% à 127,5 milliards d'euros et de 4,6% à 101 milliards d'euros.

Le métier de la banque de financement gère un encours de crédits de plus de 14,7 milliards d'euros (-1% par rapport à décembre 2012) et des dépôts de 4,5 milliards d'euros (-19%).

La banque privée procure au groupe un excédent de ressources de près de 8,2 milliards d'euros au 30 juin 2013, l'encours de crédits s'élevant à 7,9 milliards d'euros (+4,3% comparé au 31 décembre 2012) et les dépôts à plus de 16 milliards (+0,9% par rapport à fin 2012).

Dans le métier de capital-développement, le groupe accompagne ses entreprises clientes de façon pérenne. Au 30 juin 2013, le portefeuille s'élève à 1,6 milliard d'euros d'encours investis dont 83% le sont dans des entreprises non cotées. Ce métier gère également un encours de 663 millions d'euros pour compte de tiers.

Compte de résultat consolidé

Au 30 juin 2013, le PNB global du groupe BFCM s'établit à 4 280 millions d'euros contre 4 215 millions d'euros au 30 juin 2012 (+0,8% à périmètre constant),

Les frais de fonctionnement s'élèvent à 2 704 millions d'euros à fin juin 2013 contre 2 604 millions en juin 2012. Cette augmentation résulte essentiellement des nouvelles mesures fiscales et sociales (taxe sur risque systémique, augmentation du forfait social et de l'imposition de la participation et de l'intéressement des salariés). A périmètre constant et hors nouvelles mesures, les frais généraux n'augmenteraient que de 1,7%.

Hors impact de la perte de 30 millions d'euros enregistrée sur les titres souverains grecs en 2012, le coût du risque ressort à 486 millions d'euros (+2,3% par rapport au 30 juin 2012). Le coût du risque avéré découlant de l'activité clientèle augmente de près de 36 millions d'euros; conséquence de la crise économique.

² Les émissions de la SFEF ne sont pas prises en compte dans les dépôts clientèle

Le coût du risque global rapporté aux encours de crédits est stable à 0,56% et le ratio de couverture global des créances douteuses se situe à 66%.

Le résultat net à s'élève à 661 millions d'euros au 30 juin 2013, contre 674 millions en juin 2012.

Capitaux propres et solidité financière

Au 30 juin 2013, les capitaux propres comptables et TSS s'élèvent à 19,0 milliards d'euros.

Au cours du semestre, les agences de notation Moody's et Fitch ont confirmé la note à long terme de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel. Standard & Poor's a baissé celle-ci d'un cran. Cette dégradation, liée aux perspectives et à l'environnement économique de la France, ne remet pas en cause les fondamentaux du Crédit Mutuel. Aussi, les notes du groupe restent-elles dans les niveaux les plus élevés attribués aux autres banques françaises.

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings
Note à long terme	A	Aa3	A+

En février 2013 et pour la deuxième année consécutive, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel se classe au premier rang des banques françaises privées du classement Global Finance des 50 banques les plus sûres au monde, en 38ème position.

Par ailleurs selon le baromètre Posternak-Ifop du mois de mai 2013, le Crédit Mutuel figure au 6ème rang du classement de l'image des grandes entreprises françaises et au 1er rang des banques.

➤ **Activité et résultats des principales filiales du groupe BFCM**

La banque de détail, le cœur de métier

La banque de détail est le cœur de métier du groupe BFCM avec la Banque Européenne du Crédit Mutuel, le réseau du CIC, CIC Iberbanco, le réseau TARGOBANK en Allemagne et en Espagne, le groupe Cofidis, la Banque Casino et les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par les réseaux : crédit-bail mobilier, location avec option d'achat, crédit-bail immobilier, crédit vendeur, affacturage, gestion collective et épargne salariale.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution % ¹
Produit net bancaire	3 086	2 918	+5,8%
Résultat brut d'exploitation	1 144	1 011	+13,2%
Résultat avant impôt	702	604	+16,1%
Résultat net	467	397	+17,7%

¹ Evolution à périmètre constant

Au 30 juin 2013, le PNB progresse de 5,8% à 3 086 millions d'euros. Ceci découle de l'évolution favorable de la marge d'intérêt et de l'augmentation des commissions nettes encaissées sur les crédits et les produits d'assurance.

Les frais généraux restent maîtrisés (+1,9%) permettant ainsi une amélioration du coefficient d'exploitation à 62,9%. Le coût du risque à 461 millions (+55 millions d'euros) traduit la dégradation de la situation économique affectant principalement la clientèle professionnelle et entreprises.

Le résultat net s'élève à 467 millions d'euros, soit +17,7% par rapport au 30 juin 2012.

- **Les réseaux bancaires**

CIC

Il poursuit l'amélioration de la qualité de son réseau avec la création de 19 points de vente et gagne 125 500 nouveaux clients par rapport à juin 2012.

L'encours de crédits s'établit à 104 milliards d'euros (+1,7 milliard par rapport à juin 2012). Les dépôts comptables atteignent près de 83 milliards d'euros à fin juin 2013 (+4%).

Le PNB du réseau se situe à 1 532 millions d'euros au 30 juin 2013, en hausse de 6%.

Les frais généraux restent maîtrisés à 1 087 millions (+1%). Le coût du risque ressort à 127 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 85 millions au premier semestre 2012.

Le résultat net est à 208 millions d'euros, en hausse de 12%.

Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM)

Au premier semestre 2013, malgré un contexte économique défavorable, la BECM poursuit sa stratégie de développement de son fonds de commerce via la conquête de nouveaux clients qui a doublé et la commercialisation des produits et services à valeur ajoutée des filiales du groupe.

La diminution des besoins de financement à court terme des entreprises françaises et la désintermédiation des financements des sociétés foncières au profit des émissions obligataires pèsent sur les encours de crédits au bilan qui, à 10,5 milliards d'euros, diminuent de 3,4% par rapport au 30 juin 2012. Parallèlement, les ressources comptables augmentent de 17,3% contribuant ainsi à faire baisser l'écart crédit-dépôts comptables de 1,3 milliard.

A fin juin 2013, le PNB ressort à 99 millions d'euros (+1,0 %).

Le coût du risque net s'établit à 6,7 millions d'euros.

Le résultat net comptable est stable à près de 31 millions d'euros.

TARGOBANK Allemagne

L'activité commerciale a poursuivi sa progression.

La production de prêts personnels, à 1 351 millions d'euros, est en hausse de 2,7% par rapport à celle du 1er semestre 2012. Les 12 agences ouvertes au cours des 12 derniers mois ainsi que le lancement d'une offre de crédit automobile en ligne contribuent à ces bons résultats.

Les encours de crédits s'établissent ainsi à 10,5 milliards d'euros fin juin 2013, en hausse de 348 millions (+3,5%) par rapport à fin juin 2012.

Au 30 juin 2013, les dépôts comptables s'établissent à 11,2 milliards d'euros.

L'activité de gestion de patrimoine croît également de manière notable. En particulier, la commercialisation, depuis octobre 2012, de deux fonds conservateurs spécialement développés avec CM-CIC Asset Management pour les besoins du marché allemand, a porté le volume d'actifs placés en fonds du groupe à plus de 260 millions d'euros au 30 juin 2013.

Le résultat net se monte à 124 millions d'euros, soit +13,6% par rapport au premier semestre 2012. Les frais généraux et le coût du risque sont stables. En revanche, pour la première fois depuis 2009, le PNB, soutenu notamment par la reconstitution progressive du stock d'encours de crédits, connaît une hausse : 31 millions d'euros (+4,9% par rapport au premier semestre 2012).

TARGOBANK Espagne

(Filiale consolidée par intégration proportionnelle à hauteur de 50%)

Les activités évoluent positivement malgré une conjoncture économique difficile. Le nombre de clients s'élève au 30 juin 2013 à plus de 235 000 ; la clientèle de particuliers représente plus de 82%. En ce qui concerne la clientèle entreprises, la banque affiche +25% d'entrées en relation par rapport à fin juin 2012.

Les encours de crédits atteignent 1,15 milliard d'euros au 30 juin 2013 (+22%), se répartissant entre la clientèle d'entreprise (57%) et les particuliers (43%).

Les dépôts comptables enregistrent une bonne performance : +5,7% à 832 millions d'euros à fin juin 2013 ; résultant notamment des dépôts à terme (+9,2%) qui représentent 59% de l'encours.

Le résultat net est à 3,7 millions d'euros soit plus du double de l'an dernier. Cette croissance s'explique par :

- une hausse du PNB de 21,9% à 23 millions d'euros, générée par une amélioration de la marge d'intérêt liée principalement à une baisse du coût des ressources favorisée par une récente recommandation de la Banque d'Espagne ;
- des frais généraux contenus à 12,9 millions d'euros ;
- des produits financiers exceptionnels de l'ordre de 1 million d'euros.

Le coût du risque s'élève à 6,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 4,1 millions fin juin 2012. Le coût du risque global rapporté aux encours de crédits ressort à 1,1%.

▪ **Les métiers d'appui de la banque de détail**

Ils ont dégagé un PNB de 749 millions d'euros à fin juin 2013 contre 710 millions à fin juin 2012. Le pôle crédit à la consommation représente 80% de cet ensemble.

Le crédit à la consommation

Groupe COFIDIS

Les données chiffrées n'incluent pas le groupe SOFEMO, dont le capital a été apporté par la BFCM à Cofidis Participations via un accord signé le 30 avril 2013.

Les financements du groupe Cofidis Participations sont en hausse de +7% par rapport à 2012 alors que le crédit à la consommation est plutôt en baisse dans les principaux pays où le groupe est implanté. La croissance est surtout portée par le crédit classique et par le partenariat. Le crédit renouvelable se maintient au niveau de 2012.

Le PNB s'élève à 551 millions d'euros (+2,8% par rapport à 2012). Cette évolution s'explique essentiellement par le niveau bas des frais financiers au premier semestre 2013 compensant la baisse du taux facturé au client.

Les frais liés au chantier de convergence informatique expliquent la hausse de 0,9% des frais généraux. Ces derniers sont stables sur les autres éléments.

Le coût du risque s'affiche à 205 millions d'euros ; après retraitement de la reprise de décote sur les crédits restructurés portée en PNB, il est stable par rapport au 30 juin 2012.

Le résultat net, à 54 millions d'euros, est à un niveau comparable au premier semestre 2012.

Banque Casino

(Filiale consolidée par intégration proportionnelle à hauteur de 50%)

Dans un marché en baisse, Banque Casino a connu une progression significative de la production de crédits (+18%) et du recrutement de porteurs de cartes de débit – crédit (+63%) L'encours moyen de crédit sur la période est en hausse de 8% à 552 millions d'euros.

Le PNB s'affiche à 18,1 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 20 millions en 2012, la baisse de la marge d'intérêt étant partiellement compensée par l'augmentation des commissions. Le niveau d'activité couplé à une bonne maîtrise des frais de gestion et du coût du risque permet de revenir à l'équilibre en résultat

L'assurance, deuxième métier

Le Crédit Mutuel a créé et développé la bancassurance depuis 1971. Cette longue expérience permet aujourd'hui à cette activité, exercée à travers les filiales du holding Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM) - notamment ACM VIE SA, SERENIS VIE, ACM IARD, SERENIS ASSURANCES, PARTNERS ASSURANCES en Belgique, ICM LIFE au Luxembourg et depuis fin 2012 Agrupacio AMCI en Espagne, d'être pleinement intégrée dans le groupe CM11-CIC.

(en millions d'euros)

	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution % ¹
Produit net bancaire	723	605	+14,3%
Résultat brut d'exploitation	515	433	+18,3%
Résultat avant impôt	471	438	+7,0%
Résultat net	287	276	+3,3%

¹ Evolution à périmètre constant

Au 30 juin 2013, la collecte globale du marché croît de 7%, portée par les cotisations d'assurance vie en hausse de 10% (à fin mai), à plus de 8 milliards d'euros nets. En revanche, la progression des cotisations en assurances de biens ralentit.

Le chiffre d'affaires du GACM, à périmètre constant, ressort à 5,1 milliards (+30%). La progression est surtout notable en assurance vie avec une collecte de 3,2 milliards en hausse de 47,5% par rapport au 1er semestre 2012.

Les assurances de biens totalisent 722 millions d'euros de chiffre d'affaires (+7,7%). Les assurances de personnes atteignent 1,1 milliard d'euros de cotisations (+9,7%).

Ce dynamisme a permis de verser aux différents réseaux commercialisateurs 539 millions d'euros de commissions, soit 4,1% de plus qu'en 2012.

La bonne tenue des résultats techniques permet d'afficher un PNB de 723 millions d'euros (+14% à périmètre constant par rapport au 1er semestre 2012). Pour la 1^{ère} fois, ces résultats intègrent la nouvelle filiale espagnole, Agrupacio AMCI qui contribue pour près de 30,7 millions d'euros au PNB.

Les frais généraux augmentent de 4,3% (à périmètre constant) à 207 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation ressort à 515 millions d'euros.

Le résultat net se monte à 287 millions (+3,3% à périmètre constant).

La banque de financement

Ce métier comprend le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements à valeur ajoutée (de projets, d'actifs et d'acquisitions,...), les activités internationales et les succursales étrangères.

A fin juin 2013, ce métier gère des encours de 14,7 milliards d'euros de crédits et 4,5 milliards de dépôts. L'épargne financière détenue s'élève à 80,3 milliards d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution %
Produit net bancaire	151	178	-14,9%
Résultat brut d'exploitation	102	133	-23,0%
Résultat avant impôt	91	102	-10,9%
Résultat net	61	68	-10,3%

La compression de la marge financière explique le recul du PNB, qui s'établit à 151 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 178 millions à fin juin 2012. Les frais généraux impactés notamment par la taxe sur risques systémiques s'élèvent à 49 millions d'euros contre 45 millions fin juin 2012. Le coût du risque diminue de 19 millions d'euros, à 11 millions, la hausse du coût du risque avéré étant compensée par une sensible baisse des provisions collectives.

Le résultat net s'affiche à 61 millions d'euros au 30 juin 2013.

Les activités de marché et de refinancement,

« CM-CIC Marchés » assure les métiers de refinancement du groupe CM11-CIC, de commercial et d'investissement à partir des sites de Paris et Strasbourg mais également à partir des succursales de New York, Londres, Francfort et Singapour.

Ces opérations sont enregistrées dans deux bilans :

- BFCM, pour le métier refinancement,
- CIC, pour les métiers de commercial et d'investissement en produits de taux, actions et crédits.

Les activités de marché comportent également une activité d'intermédiation boursière assurée par CM-CIC Securities.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution %
Produit net bancaire	300	385	-21,9%
Résultat brut d'exploitation	199	278	-28,5%
Résultat avant impôt	199	260	-23,4%
Résultat net	125	157	-20,8%

Le PNB généré par ce pôle baisse de 85 millions pour s'établir à 300 millions d'euros, l'évolution positive au niveau de la succursale de New York et de Cigogne Management ne permettant pas de compenser la baisse de CM-CIC Marchés en France. Des frais généraux en baisse (-4,5%) et l'absence de coût du risque limitent la baisse du résultat net qui s'établit à 125 millions d'euros contre 157 millions à fin juin 2012.

La banque privée

Elle développe un savoir-faire en matière de gestion financière et d'organisation patrimoniale, mis au service de familles d'entrepreneurs et d'investisseurs privés et regroupe les sociétés dont c'est la vocation principale.

A fin juin 2013, ce métier gère des encours de 7,9 milliards d'euros de crédits et 16 milliards de dépôts, générant un excédent de ressources de plus de 8 milliards.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012 Retraité IAS 19R	Evolution %
Produit net bancaire	247	248	-0,5%
Résultat brut d'exploitation	74	82	-9,1%
Résultat avant impôt	71	88	-19,0%
Résultat net	51	67	-24,6%

Le PNB de la banque privée reste quasiment stable à 247 millions d'euros grâce aux commissions nettes perçues compensant la compression de la marge d'intérêt. Les frais généraux augmentent de 3,7% à 173 millions en raison notamment de la comptabilisation d'une provision pour engagement des caisses de retraite. Le coût du risque ressort à 3 millions d'euros et le résultat net s'établit à 51 millions à fin juin 2013.

Le capital-développement

Ce métier permet d'accompagner le renforcement des fonds propres des entreprises clientes des réseaux Crédit Mutuel et CIC sur des durées à moyen et à long terme (7 à 8 ans). Il est exercé par CM-CIC Capital Finance qui, basé à Paris, dispose d'implantations à Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes et Strasbourg, assurant ainsi la proximité avec la clientèle.

Le montant total des participations s'élève à 1 649 millions d'euros, dont 83% dans des entreprises non cotés. Le solde se partage entre des entreprises cotés et des fonds. Cela traduit la volonté du groupe CM11-CIC d'accompagner ses entreprises clientes de façon pérenne.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012	Evolution %
Produit net bancaire	65	72	-10,1%
Résultat brut d'exploitation	49	55	-10,7%
Résultat avant impôt	49	55	-10,8%
Résultat net	48	56	-14,0%

Le résultat net de ce métier s'affiche en recul de 8 millions d'euros, à 48 millions à fin juin 2013.

Logistique

Ce pôle rassemble les structures à vocation purement logistique : les filiales logistiques de TARGOBANK Allemagne et de Cofidis ainsi que le pôle presse.

Le PNB de cette activité s'élève à 154 millions d'euros (contre 169 millions à fin juin 2012) et est constitué du PNB des filiales logistiques de TARGOBANK Allemagne et Cofidis ainsi que de la marge commerciale du pôle presse. Elle affiche un résultat net négatif de 5 millions d'euros au 30 juin 2013 contre un excédent de 6 millions à fin juin 2012.

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>30/06/2013</i>	<i>30/06/2012</i> <i>Retraité IAS 19R</i>	<i>Evolution %</i>
Produit net bancaire	154	169	-8,5%
Résultat brut d'exploitation	(14)	2	ns
Résultat avant impôt	(2)	12	ns
Résultat net	(5)	6	ns

Holding

L'activité Holding, ne constituant pas un métier opérationnel, regroupe le portage et la coordination des activités des filiales.

Au 30 juin 2013, cette activité affiche un PNB négatif de 419 millions d'euros et un résultat négatif de 373 millions. Ces chiffres intègrent notamment le coût de refinancement de TARGOBANK Allemagne, l'insuffisance de fonds de roulement de la BFCM, l'amortissement des écarts d'évaluation de TARGOBANK et Cofidis, les plans de développement du CIC.

2.2 – Comptes consolidés condensés

Bilan actif - IFRS

En millions	30.06.2013	31.12.2012	Notes
Caisse, Banques centrales	8 812	9 429	4a
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	45 937	43 091	5a, 5c
Instruments dérivés de couverture	1 611	2 614	6a, 5c, 6c
Actifs financiers disponibles à la vente	66 492	63 570	7a, 5c
Prêts et créances sur les établissements de crédits	59 252	70 703	4a
Prêts et créances sur la clientèle	168 248	165 775	8a
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	664	852	6b
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10 226	11 593	9
Actifs d'impôts courants	545	701	12a
Actifs d'impôts différés	802	873	12b
Comptes de régularisation et actifs divers	15 854	17 727	13a
Actifs non courants destinés à être cédés	2	1	
Participation aux bénéfices différée	0	0	
Participations dans les entreprises mises en équivalence	2 181	2 079	14
Immeubles de placement	1 749	1 167	15
Immobilisations corporelles	1 886	1 928	16a
Immobilisations incorporelles	901	938	16b
Ecarts d'acquisition	4 163	4 164	17
Total de l'actif	389 325	397 205	

Bilan passif - IFRS

En millions	30.06.2013	31.12.2012	Notes
Banques centrales	358	343	4b
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	33 363	30 970	5b, 5c
Instruments dérivés de couverture	2 179	2 763	6a, 5c, 6c
Dettes envers les établissements de crédit	23 281	34 477	4b
Dettes envers la clientèle	134 585	134 864	8b
Dettes représentées par un titre	94 258	93 543	19
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-1 422	-1 947	6b
Passifs d'impôts courants	335	446	12a
Passifs d'impôts différés	777	805	12b
Compte de régularisation et passifs divers	11 818	13 430	13b
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0	
Provisions techniques des contrats d'assurance	63 802	62 115	19
Provisions	1 546	1 512	20
Dettes subordonnées	7 784	7 836	21
Capitaux propres totaux	16 661	16 047	
Capitaux propres part du Groupe	13 274	12 709	
Capital et réserves liées	2 063	2 063	22a
Réserves consolidées	10 454	9 625	22a
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	228	91	22c
Résultat de l'exercice	529	930	
Intérêts minoritaires	3 388	3 338	
Total du passif	389 325	397 205	

COMPTE DE RESULTAT - IFRS

En millions	30.06.2013	30.06.2012 (retraité)	Notes IFRS
Intérêts et produits assimilés	6 468	7 376	24
Intérêts et charges assimilées	-4 421	-5 950	24
Commissions (produits)	1 420	1 353	25
Commissions (charges)	-376	-369	25
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-27	795	26
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	183	122	27
Produits des autres activités	6 401	5 224	28
Charges des autres activités	-5 369	-4 335	28
Produit net bancaire IFRS	4 280	4 215	
Charges générales d'exploitation	-2 568	-2 464	29a,29b
Dot/Rep sur amortissements et provisions des immos corporelles et incorporelles	-135	-141	29c
Résultat brut d'exploitation IFRS	1 576	1 611	
Coût du risque	-486	-506	30
Résultat d'exploitation IFRS	1 089	1 105	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	-15	-53	14
Gains ou pertes sur autres actifs	1	10	31
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-15	0	32
Résultat avant impôt IFRS	1 061	1 063	
Impôts sur les bénéfices	-400	-389	33
Résultat net	661	674	
Intérêts minoritaires	132	136	
Résultat net (part du Groupe)	529	538	
Résultat par action en euros*	19,93	20,31	34

* Le résultat dilué par action est identique au résultat par action

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions	30.06.2013	30.06.2012 (retraité)	Notes IFRS
Résultat net	661	674	
Ecart de conversion	-5	-4	
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	100	630	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	58	-5	
Réévaluation des immobilisations	0	0	
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	-7	-20	
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	4	-55	
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	149	546	22c,22d
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	811	1 220	
<i>Dont part du Groupe</i>	665	1 000	
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	145	220	

Les rubriques relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentées pour leur montant net d'impôt.

*Après prise en compte de la norme IAS19-R (cf note 1b)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions	Capital	Primes	Réserves (1)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net - part du groupe	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres consolidés
				Ecart de conversion	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture	Ecart actuariels				
Capitaux propres au 1er janvier 2012 (publié)	1 325	736	8 823	-973	-105	-63	817	10 623	3 072	13 695	
Retraitements liés au changement de méthode comptable			73	54	23		35	108	-2	106	
Capitaux propres au 1er janvier 2012 retraité*	1 325	736	8 896	-919	-82	-63	852	10 731	3 070	13 801	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			852				-852				
Augmentation de capital	2							2		2	
Distribution de dividendes			-52					-52		-172	
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	2		800				-852	-50		-170	
Résultat du 1er semestre							538	538	136	674	
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente				451	16			467	84	551	
Variation des écarts actuariels							-18	-18	-1	-19	
Variation des taux de conversion				13				13	1	14	
Sous-total				13	16		538	1 000	220	1 220	
Effet des changements de périmètre									-73	-73	
Autres variations			-6					-5	-1	-6	
Capitaux propres au 30 juin 2012 retraité*	1 327	736	9 690	-468	-66	-81	538	11 677	3 095	14 772	
Capitaux propres au 1er juillet 2012	1 327	736	9 690	-468	-66	-81	538	11 677	3 095	14 772	
Augmentation de capital											
Distribution de dividendes											
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires											
Résultat du 2nd semestre							392	392	134	526	
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente				785	-14			771	93	864	
Variation des écarts actuariels							-54	-54	-2	-56	
Variation des taux de conversion				-10				-10	-2	-12	
Sous-total				-10	-14	-54	392	1 099	223	1 322	
Effet des changements de périmètre			-71						31	-40	
Autres variations			6					5	0	5	
Capitaux propres au 31 décembre 2012	1 327	736	9 625	-11	-80	-135	930	12 709	3 338	16 047	
Capitaux propres au 1er janvier 2013	1 327	736	9 625	-11	-80	-135	930	12 709	3 338	16 047	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			930				-930				
Augmentation de capital											
Distribution de dividendes			-70					-70		-194	
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires			860				-930	-70		-194	
Résultat du 1er semestre							529	529	132	661	
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente				113	39			152	12	164	
Variation des écarts actuariels							-7	-7	-7	-7	
Variation des taux de conversion				-8				-8		-8	
Sous-total				-8	39	-7	529	666	145	811	
Effet des changements de périmètre	0	0	-30					-30	29	-1	
Autres variations			0	0	0	0		-1	0	-1	
Capitaux propres au 30 juin 2013	1 327	736	10 454	-19	-41	-142	529	13 274	3 388	16 661	

(1) Les réserves sont constituées au 30 juin 2013 par la réserve légale pour 133 M€, les réserves statutaires pour 2 056 M€, et les autres réserves pour 8 265 M€.

*Après prise en compte de la norme IAS19-R (cf note 1b)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

	30.06.2013	30.06.2012 retraité
Résultat net	661	674
Impôt	400	388
Résultat avant impôts	1 061	1 063
+/- Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	133	140
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-1	16
+/- Dotations nettes aux provisions	17	-370
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-29	-8
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-10	-48
+/- /charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	583	-433
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	693	-703
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-7 713	8 346
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-3 050	738
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	616	-6 243
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	96	3 532
- Impôts versés	-334	-38
= Diminution/ nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-10 385	6 335
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE	-8 631	6 695
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-254	4 896
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-594	-5
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-62	-50
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-910	4 841
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-194	-170
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	556	3 658
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	361	3 488
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILEE	27	5
Augmentation/ nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-9 152	15 030
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-8 631	6 695
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-910	4 841
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	361	3 488
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	27	5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	14 597	-10 387
Caisse, banques centrales, CCP	9 086	5 147
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	5 511	-15 534
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	5 444	4 643
Caisse, banques centrales, CCP	8 454	3 852
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-3 010	791
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-9 152	15 030

*Après prise en compte de la norme IAS19-R (cf note 1b)

Notes relatives aux postes des états financiers

Les notes de l'annexe sont présentées en millions d'euros.

NOTE 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

1a - Principes et méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables sont identiques à ceux appliqués pour l'arrêté de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2013. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation CNC 2009-R.04. L'ensemble des normes IAS/IFRS a été mis à jour le 3 novembre 2008 par le règlement 1126/2008 qui a remplacé le règlement 1725/2003.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2012 présentés dans le document de référence 2012. Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

Nouveaux textes comptables en application à partir du 1er janvier 2013 :

Normes IAS / IFRS	Sujet concerné	Date d'application obligatoire	Conséquence de l'application
IAS 1 Amendement	Présentation des éléments de détail des OCI	01/01/2013	Limitée
IFRS 7 Amendement	Compensation des actifs et passifs financiers	01/01/2013	Limitée
Amendement	Améliorations annuelles des normes internationales d'information financière IFRS	01/01/2013	Limitée
IAS 12 Amendement	IAS 12 Impôts sur le résultat - Impôt différé: recouvrement des actifs sous-jacents	01/01/2013	Limitée
IFRS 13	Evaluation à la juste valeur	01/01/2013	Limitée

Normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et non encore appliquées :

Normes IAS / IFRS	Sujet concerné	Date d'application obligatoire	Conséquence de l'application
IAS 32 Amendement	Compensation des actifs et passifs financiers	01/01/2014	Limitée
IFRS 10/11/12 IAS 28	Normes relatives à la consolidation et à l'information financière des entités non consolidées	01/01/2014	Limitée

1b - Application de la norme IAS 19 révisée

La norme IAS 19R sur les engagements de retraite publiée au JOUE du 5 juin 2012 et d'application obligatoire au 1er janvier 2013 est appliquée par anticipation au 1er janvier 2012. Les impacts de cette application anticipée d'IAS19-R sur le 30/06/2012 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	30.06.2012 Retraité	30.06.2012 Publié
Actifs d'impôts différés	1 297	1 291
Passifs d'impôts différés	837	849
Provisions pour charge de retraite	1 414	1 366
Capitaux propres - Part du groupe	11 677	11 705
Réserves consolidées	9 690	9 659
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	-615	-534
Résultat de l'exercice	538	517
Capitaux propres - Intérêts minoritaires	3 095	3 098

	30.06.2012 Retraité	30.06.2012 Publié
PNB	4 215	4 215
Charges générales d'exploitation	-2 464	-2 501
Résultat brut d'exploitation IFRS	1 611	1 574
Résultat d'exploitation IFRS	1 105	1 068
Résultat avant impôt IFRS	1 063	1 026
Impôts sur les bénéfices	-389	-375
Résultat net	674	650
Intérêts Minoritaires	136	133
Résultat net (part du Groupe)	538	517

Les impacts concernent essentiellement les indemnités de fin de carrière. Les impacts sur les primes liées aux médailles du travail et les régimes surcomplémentaires de retraite fermés ont été estimés non significatifs.

NOTE 2 - Répartition du compte de résultat par activité et par zone géographique

Les activités sont les suivantes :

- La banque de détail regroupe les banques régionales du CIC, Targobank Allemagne, Targobank Espagne, Cofidis, Banco Popular Espanol, Banque Marocaine du Commerce Extérieur, Banque de Tunisie ainsi que toutes les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, gestion collective, épargne salariale, immobilier.
- L'activité d'assurance est constituée par le groupe des Assurances du Crédit Mutuel
- Les activités de financement et de marché regroupent :
 - a) le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international et les succursales étrangères ;
 - b) les activités de marché au sens large, c'est-à-dire les activités sur taux, change et actions, qu'elles soient exercées pour le compte de la clientèle ou pour compte propre, y compris l'intermédiation boursière.
- Les activités de banque privée regroupent les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.
- Le capital-développement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière constituent un pôle d'activité.
- La structure holding rassemble les éléments non affectables à une autre activité (holding) ainsi que les structures de logistique : les holdings intermédiaires, l'immobilier d'exploitation logé dans des entités spécifiques et les entités informatiques.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés. Seules deux entités font exception, le CIC et la BFCM en raison de leur présence dans plusieurs activités. Dans ce cas, les comptes sociaux font l'objet d'une répartition analytique. La répartition du bilan s'effectue de la même façon.

2a - Répartition du compte de résultat par activité

30.06.2013	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développnt	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	3 086	723	452	247	65	265	28	4 280
Frais généraux	- 1 942	- 207	- 150	- 173	- 16	- 243	- 28	- 2 704
Résultat brut d'exploitation	1 144	515	301	74	49	508	-	1 576
Coût du risque	- 461	-	- 11	3	-	- 11	-	- 486
Gains sur autres actifs	19	44	-	-	-	3	-	29
Résultat avant impôts	702	471	290	72	49	522	-	1 061
Impôt sur les sociétés	- 235	- 184	- 105	- 21	- 1	- 145	-	- 400
Résultat net comptable	467	287	185	51	48	377	-	661
Minoritaires								132
Résultat net part du groupe								529

30.06.2012 (retraité)	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développnt	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	2 918	605	562	248	72	-164	-26	4 215
Frais généraux	-1 907	-172	-151	-167	-17	-217	26	-2 604
Résultat brut d'exploitation	1 011	434	411	82	55	-381	0	1 611
Coût du risque *	-406	0	-49	0	-	-50	-	-506
Gains sur autres actifs	0	5	0	7	-	-54	-	-43
Résultat avant impôts	604	438	362	88	55	-485	0	1 063
Impôt sur les sociétés	-208	-162	-135	-21	1	136	-	-389
Résultat net comptable	397	276	227	67	56	-349	0	674
Minoritaires								136
Résultat net part du groupe								538

* La cession au premier semestre 2012 des titres reçus en échange des titres émis par l'Etat grec et apportés à l'offre d'échange du plan de participation du secteur privé (PSI), a généré un impact négatif de 30 millions d'euros en coût du risque, dont -34 millions d'euros dans la holding et +4 millions d'euros dans les activités de marché.

2b - Répartition du compte de résultat par zone géographique

	30.06.2013				30.06.2012 (retraité)			
	France	Europe hors France	Autres pays*	Total	France	Europe hors France	Autres pays*	Total
Produit net bancaire	3 224	963	92	4 280	3 223	914	78	4 215
Frais généraux	-1 982	-683	-38	-2 704	-1 923	-647	-34	-2 604
Résultat brut d'exploitation	1 242	279	54	1 576	1 300	267	44	1 611
Coût du risque	-320	-175	10	-486	-295	-181	-30	-506
Gains sur autres actifs **	-1	-7	-20	-28	-49	-9	15	-42
Résultat avant impôts	920	97	43	1 061	956	77	29	1 063
Résultat net global	575	68	18	661	600	60	14	674
Résultat net part du Groupe	454	46	29	529	493	31	14	538

* USA, Singapour, Tunisie et Maroc

** y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

NOTE 3 - Composition du périmètre de consolidation

La société mère du groupe est la Banque Fédérative du Crédit Mutuel.

Par rapport au 31 décembre 2012, les changements concernant le périmètre de consolidation sont :

- entrées du périmètre : Néant
- fusions, absorptions : Néant
- sorties du périmètre : Est Imprimerie, Imprimerie Michel, Interprint, SCI Gutenberg et SDV Plurimédia

	30.06.2013			31.12.2012		
	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
A. Réseau bancaire						
Banque du Crédit Mutuel Ile-de-France (BCMI)	100	100	IG	100	100	IG
Banque Européenne du Crédit Mutuel (ex Banque de l'Economie du Commerce et de la Monétique)	96	96	IG	96	96	IG
CIC Est	100	93	IG	100	93	IG
CIC Iberbanco	100	100	IG	100	100	IG
CIC Lyonnaise de Banque (LB)	100	93	IG	100	93	IG
CIC Nord Ouest	100	93	IG	100	93	IG
CIC Ouest	100	93	IG	100	93	IG
CIC Sud Ouest	100	93	IG	100	93	IG
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	93	93	IG	93	93	IG
Targobank AG & Co. K&A	100	100	IG	100	100	IG
Targobank Espagne	50	50	IP	50	50	IP
B. Filiales du réseau bancaire						
Banca Popolare di Milano	7	6	ME	7	6	ME
Bancas	50	50	IP	50	50	IP
Banco Popular Español	5	5	ME	4	4	ME
Banque de Tunisie	33	33	ME	20	20	ME
Banque du groupe Casino	50	50	IP	50	50	IP
Banque Européenne du Crédit Mutuel Monaco	100	96	IG	100	96	IG
Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE)	26	26	ME	26	26	ME
Cartes et crédits à la Consommation (ex C2C)	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Asset Management	74	73	IG	74	73	IG

	30.06.2013			31.12.2012		
	Pourcentage Contrôle	Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Intérêt	Méthode *
CM-CIC Bail	99	92	IG	99	92	IG
CM-CIC Epargne salariale	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Factor (ex Factocic)	96	88	IG	96	88	IG
CM-CIC Gestion	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Home Loan SFH	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Lease	100	96	IG	100	96	IG
CM-CIC Leasing Benelux	100	92	IG	100	92	IG
CM-CIC Leasing GmbH	100	92	IG	100	92	IG
Cofidis Argentine	66	36	IG	66	28	IG
Cofidis Belgique	100	55	IG	100	43	IG
Cofidis France	100	55	IG	100	43	IG
Cofidis Italie	100	55	IG	100	43	IG
Cofidis République Tchèque	100	55	IG	100	43	IG
Cofidis Slovaquie	100	55	IG	100	43	IG
Creatis	100	55	IG	100	43	IG
FCT CMCIC Home loans	100	100	IG	100	100	IG
Monabanq	100	55	IG	100	43	IG
Saint-Pierre SNC	100	93	IG	100	93	IG
SCI La Tréflière	46	46	ME	46	46	ME
SOFEMO - Société Fédérative Europ.de Monétique et de Financement	100	55	IG	100	98	IG
Sofim	100	93	IG	100	93	IG
Targo Dienstleistungs GmbH	100	100	IG	100	100	IG
Targo Finanzberatung GmbH	100	100	IG	100	100	IG
C. Banques de financement et activités de marché						
Cigogne Management	100	96	IG	100	96	IG
CM-CIC Securities	100	93	IG	100	93	IG
Diversified Debt Securities	100	93	IG	100	93	IG
Divhold	100	93	IG	100	93	IG
Lafayette CLO 1 Ltd	100	93	IG	100	93	IG
Ventadour Investissement	100	100	IG	100	100	IG
D. Banque privée						
Agefor SA Genève	70	65	IG	70	65	IG
Banque de Luxembourg	100	93	IG	100	93	IG
Banque Pasche (Liechtenstein) AG	53	49	IG	53	49	IG
Banque Pasche Monaco SAM	100	93	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique	100	93	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique Belgium	100	92	IG	100	92	IG
Banque Transatlantique Luxembourg	100	93	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique Singapore	100	93	IG	100	93	IG
Calyso Management Company	70	65	IG	70	65	IG
Banque Pasche	100	93	IG	100	93	IG
CIC Suisse	100	93	IG	100	93	IG
Dubly-Douilhet	67	62	IG	63	58	IG
LRM Advisory SA	70	65	IG	70	65	IG
Pasche Bank & Trust Ltd Nassau	100	93	IG	100	93	IG
Pasche Finance SA Fribourg	100	93	IG	100	93	IG
Serficom Brasil Gestao de Recursos Ltda	50	47	IG	50	46	IG
Serficom Family Office Brasil Gestao de Recursos Ltda	52	48	IG	52	48	IG
Serficom Family Office Inc	100	93	IG	100	93	IG
Serficom Family Office SA	100	93	IG	100	93	IG
Transatlantique Gestion	100	93	IG	100	93	IG
Valeroso Management Ltd	100	93	IG	100	93	IG
Alternative gestion SA Genève	45	57	ME	45	57	ME
E. Capital développement						
CM-CIC Capital Finance	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Capital Innovation	100	92	IG	100	92	IG
CM-CIC Conseil	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Investissement	100	92	IG	100	92	IG
Sudinnova	66	61	IG	66	61	IG
F. Logistique et holding						
Adepi	100	93	IG	100	93	IG
Carmen Holding Investissement	100	100	IG	84	84	IG
CIC Migrations	100	93	IG	100	93	IG
CIC Participations	100	93	IG	100	93	IG
Cicor	100	93	IG	100	93	IG
Cicoval	100	93	IG	100	93	IG
CM Akquisitions	100	100	IG	100	100	IG
CMCP - Crédit Mutuel Cartes de Paiement	45	46	ME	45	46	ME
Cofidis Participations	55	55	IG	51	43	IG
Efsa	100	93	IG	100	93	IG
Est Bourgogne Rhone Alpes (EBRA)	100	100	IG	100	100	IG
Euro-Information	26	25	ME	26	25	ME
Euro Protection Surveillance	25	25	ME	25	25	ME
France Est	100	100	IG	100	98	IG
Gesteurop	100	93	IG	100	93	IG
Gestunior 2	100	93	IG	100	93	IG
Gestunior 3	100	93	IG	100	93	IG
Gestunior 4	100	93	IG	100	93	IG
Groupe Républicain Lorrain Communication (GRLC)	100	100	IG	100	100	IG
Impex Finance	100	93	IG	100	93	IG

	30.06.2013			31.12.2012		
	Pourcentage Contrôle	Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Intérêt	Méthode *
L'Est Républicain	92	92	IG	92	91	IG
Marsovalor	100	93	IG	100	93	IG
Pargestion 2	100	93	IG	100	93	IG
Pargestion 4	100	93	IG	100	93	IG
Placinvest	100	93	IG	100	93	IG
Société Civile de Gestion des Parts dans l'Alsace (SCGPA)	50	50	IG	50	50	IG
Société de Presse Investissement	99	99	IG	100	90	IG
Société Française d'Édition de Journaux et d'Imprimés Commerciaux (SFEJIC)	99	97	IG	99	97	IG
Sofiholding 2	100	93	IG	100	93	IG
Sofiholding 3	100	93	IG	100	93	IG
Sofiholding 4	100	93	IG	100	93	IG
Sofinaction	100	93	IG	100	93	IG
Targo Akademie GmbH	100	100	IG	100	100	IG
Targo Deutschland GmbH	100	100	IG	100	100	IG
Targo IT Consulting GmbH	100	100	IG	100	100	IG
Targo Management AG	100	100	IG	100	100	IG
Targo Realty Services GmbH	100	100	IG	100	100	IG
Ufigestion 2	100	93	IG	100	93	IG
Ugépar Service	100	93	IG	100	93	IG
Valimar 2	100	93	IG	100	93	IG
Valimar 4	100	93	IG	100	93	IG
VTP 1	100	93	IG	100	93	IG
VTP 5	100	93	IG	100	93	IG
G. Sociétés d'assurance						
ACM GIE	100	72	IG	100	72	IG
ACM IARD	96	69	IG	96	69	IG
ACM Nord IARD	49	35	ME	49	35	ME
ACM RE	100	72	IG	100	72	IG
ACM Services	100	72	IG	100	72	IG
ACM Vie	100	72	IG	100	72	IG
Agrupació AMCI d'Assegurances i Reassegurances S.A.	68	56	IG	60	50	IG
Agrupació Bankpyme Pensiones	68	56	IG	60	50	IG
Agrupació Serveis Administratius	68	56	IG	60	50	IG
AMDIF	68	56	IG	60	50	IG
AMSYR	68	56	IG	60	50	IG
Assistència Avançada Barcelona	68	56	IG	60	50	IG
Astree	30	22	ME	30	22	ME
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	73	72	IG	73	72	IG
ICM Life	100	72	IG	100	72	IG
Immobilière ACM	100	72	IG	100	72	IG
Partners	100	72	IG	100	72	IG
Procourtage	100	72	IG	100	72	IG
RMA Watanya	22	16	ME	22	16	ME
Royal Automobile Club de Catalogne	49	35	ME	49	35	ME
Serenis Assurances	100	71	IG	100	71	IG
Serenis Vie	100	72	IG	100	72	IG
Voy Mediación	90	63	IG	90	63	IG
H. Autres sociétés						
Affiches D'Alsace Lorraine	100	98	IG	100	89	IG
Agence Générale d'Informations régionales	100	98	IG	100	98	IG
Alsace Média Participation	100	98	IG	100	89	IG
Alsacienne de Portage des DNA	100	98	IG	100	89	IG
CM-CIC Immobilier	100	100	IG	100	100	IG
Distripub	100	97	IG	100	97	IG
Documents AP	100	100	IG	100	100	IG
Est Bourgogne Médias	100	100	IG	100	100	IG
Est Imprimerie			NC	100	100	IG
Foncière Massena	100	72	IG	100	72	IG
France Régie	100	98	IG	100	89	IG
GEIE Synergie	100	55	IG	100	43	IG
Groupe Progrès	100	100	IG	100	100	IG
Groupe Républicain Lorrain Imprimeries - GRLI	100	100	IG	100	100	IG
Immocity	100	100	IG	100	100	IG
Imprimerie Michel			NC	100	100	IG
Interprint			NC	100	100	IG
Jean Bozzi Communication	100	100	IG	100	100	IG
Journal de la Haute Marne	50	46	ME	50	46	ME
La Liberté de l'Est	97	89	IG	97	89	IG
La Tribune	100	100	IG	100	100	IG
L'Alsace	100	97	IG	100	97	IG
Le Dauphiné Libéré	100	100	IG	100	100	IG
Le Républicain Lorrain	100	100	IG	100	100	IG
Les Dernières Nouvelles d'Alsace	99	98	IG	99	89	IG
Les Dernières Nouvelles de Colmar	100	98	IG	100	89	IG
Les Editions de l'Echiquier	100	97	IG	100	97	IG
Lumedia	50	50	IP	50	50	IP
Massena Property	100	72	IG	100	72	IG
Massimob	100	69	IG	100	69	IG
Mediaportage	100	97	IG	100	97	IG
Presse Diffusion	100	100	IG	100	100	IG
Promopresse	100	100	IG	100	100	IG
Publprint Dauphiné	100	100	IG	100	100	IG

	Pourcentage			Pourcentage		
	Pourcentage		Méthode *	Pourcentage		Méthode *
	Contrôle	Intérêt		Contrôle	Intérêt	
Publiprint province n°1	100	100	IG	100	100	IG
Républicain Lorrain Communication	100	100	IG	100	100	IG
Républicain Lorrain Tv News	100	100	IG	100	100	IG
Roto Offset	100	97	IG	100	97	IG
SCI ACM (ex SCI ADS)	87	62	IG	83	60	IG
SCI Alsace	90	87	IG	90	87	IG
SCI Gutenberg			NC	100	100	IG
SCI Le Progrès Confluence	100	100	IG	100	100	IG
SDV Plurimédia			NC	20	18	ME
Société d'Édition de l'Hebdomadaire du Louhannais et du Jura	100	100	IG	100	100	IG

* Méthode :
IG = Intégration Globale
IP = Intégration Proportionnelle
ME = Mise en Equivalence
NC = Non Consolidée
FU = Fusionnée

Information sur les implantations et activités dans les Etats ou territoires non coopératifs figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 14 avril 2012 : le groupe ne dispose pas d'implantation répondant aux critères définis par l'arrêté du 6 octobre 2009.

NOTE 4 - Caisse, Banques centrales

4a - Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2013	31.12.2012
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	8 230	8 879
dont réserves obligatoires	923	1 335
Caisse	582	550
Total	8 812	9 429
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	5 941	5 425
Autres comptes ordinaires	2 191	2 426
Prêts	46 442	57 460
Autres créances	405	633
Titres non cotés sur un marché actif	1 600	2 344
Pensions	1 793	1 403
Créances dépréciées sur base individuelle	786	925
Créances rattachées	338	367
Provisions pour dépréciation	-242	-280
Total	59 252	70 703

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu)

4b - Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2013	31.12.2011
Banques centrales	358	343
Dettes envers les établissements de crédit		
Autres comptes ordinaires	6 590	8 741
Emprunts	14 641	24 634
Autres dettes	791	298
Pensions	1 206	656
Dettes rattachées	52	147
Total	23 638	34 820

NOTE 5 - Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

5a - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013			31.12.2012		
	Juste valeur sur			Juste valeur sur		
	Transaction	option	Total	Transaction	option	Total
. Titres	13 596	14 102	27 698	15 148	14 784	29 932
- Effets publics	2 762	1	2 763	1 644	1	1 645
- Obligations et autres titres à revenu fixe	10 336	2 595	12 931	13 186	2 765	15 952
. Cotés	10 336	2 562	12 898	13 186	2 716	15 902
. Non cotés	0	34	34	0	50	50
- Actions et autres titres à revenu variable	498	11 506	12 004	317	12 019	12 336
. Cotés	498	9 621	10 118	317	10 259	10 577
. Non cotés	0	1 885	1 885	0	1 759	1 759
. Instruments dérivés de transaction	6 161	0	6 161	2 848	0	2 848
. Autres actifs financiers		12 077	12 077		10 311	10 311
dont pensions		12 077	12 077		10 311	10 311
TOTAL	19 758	26 179	45 937	17 996	25 096	43 091

5b - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2013	31.12.2012
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	11 164	7 619
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	22 199	23 351
TOTAL	33 363	30 970

L'évaluation du risque de crédit propre n'est pas significative.

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2013	31.12.2012
.Vente à découvert de titres	1 989	1 507
- Effets publics	4	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 407	1 048
- Actions et autres titres à revenu variable	578	458
. Instruments dérivés de transaction	8 134	5 603
. Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	1 041	509
TOTAL	11 164	7 619

Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30.06.2013			31.12.2012		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
. Titres émis	332	332	0	24	24	0
. Dettes interbancaires	20 920	20 918	2	22 723	22 720	3
. Dettes envers la clientèle	947	947	0	604	604	0
Total	22 199	22 197	2	23 351	23 348	3

5c - Hiérarchie de la Juste Valeur

30.06.2013	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Disponibles à la vente	64 878	387	1 228	66 493
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	12 958	0	0	12 958
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	45 779	350	357	46 486
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	5 268	0	143	5 411
- Participations et ATDLT - DALV	865	19	422	1 306
- Parts entreprises liées - DALV	8	18	306	332
Transaction / JVO	22 803	20 313	2 820	45 936
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 891	403	468	2 762
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	1	0	0	1
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	8 497	1 312	527	10 336
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	2 440	155	0	2 595
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	490	0	8	498
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	9 437	424	1 645	11 506
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	7 894	0	7 894
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	4 183	0	4 183
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	47	5 942	172	6 161
Instruments dérivés de couverture	0	1 606	5	1 611
Total	87 681	22 306	4 053	114 040
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Passifs financiers				
Transaction / JVO	3 038	30 152	173	33 363
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	20 920	0	20 920
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	947	0	947
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	332	0	332
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	3 038	7 953	173	11 164
Instruments dérivés de couverture	0	2 154	25	2 179
Total	3 038	32 306	198	35 542
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
31.12.2012				
Actifs financiers				
Disponibles à la vente	61 765	458	1 346	63 569
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	11 912	32	0	11 944
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	44 003	399	464	44 866
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	5 007	0	100	5 107
- Participations et ATDLT - DALV	836	9	469	1 314
- Parts entreprises liées - DALV	7	18	313	338
Transaction / JVO	24 726	16 161	2 205	43 092
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 558	86	0	1 644
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	1	0	0	1
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	10 124	2 670	392	13 186
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	2 711	50	4	2 765
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	307	0	10	317
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	9 976	349	1 694	12 019
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	5 802	0	5 802
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	4 510	0	4 510
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	49	2 694	105	2 848
Instruments dérivés de couverture	0	2 610	4	2 614
Total	86 491	19 229	3 555	109 275
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Passifs financiers				
Transaction / JVO	2 082	28 790	98	30 970
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	22 723	0	22 723
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	604	0	604
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	24	0	24
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	2 082	5 439	98	7 619
Instruments dérivés de couverture	0	2 726	37	2 763
Total	2 082	31 516	135	33 733

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers, conformément à ce qui a été défini par la norme IFRS 7 :

- niveau 1 : Utilisation du cours de bourse. Dans les activités de marché, concerne les titres de créance cotés par au moins quatre contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.
- niveau 2 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données observables ; sont dans ce niveau, dans les activités de marché, les titres de créance cotés par deux ou trois contributeurs et les dérivés de gré à gré non présents dans le niveau 3.
- niveau 3 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données non observables. Y figurent les actions non cotées, et dans les activités de marché, les titres de créance cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables.

Les instruments du portefeuille de négociation classés en niveau 2 ou 3 sont constitués en majorité de titres jugés peu liquides et des dérivés dont au moins un des sous-jacents est jugé peu liquide.

L'ensemble de ces instruments comporte des incertitudes de valorisation, lesquelles donnent lieu à des ajustements de valeur reflétant la prime de risque qu'un acteur de marché incorporerait lors de l'établissement du prix.

Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Les méthodes utilisées sont susceptibles d'évaluer. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

NOTE 6 - Couverture

6a - Instruments dérivés de couverture

	30.06.2013		31.12.2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. couverture de flux de trésorerie (Cash flow Hedge)	6	31	4	46
. couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	1 605	2 148	2 610	2 717
TOTAL	1 611	2 179	2 614	2 763

La couverture en juste valeur est la couverture d'une exposition au changement de la juste valeur d'un instrument financier attribuable à un risque particulier. Les variations de juste valeur de la couverture ainsi que des éléments couverts, pour la partie attribuable au risque couvert, sont comptabilisées en résultat.

6b - Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur 30.06.2013	Juste valeur 31.12.2012	Variation de juste valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
. d'actifs financiers	664	852	-188
. de passifs financiers	-1 422	-1 947	525

6c - Analyse des instruments dérivés

	30.06.2013			31.12.2012		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction						
<i>Instrument de taux</i>						
Swaps	283 063	5 093	6 941	290 445	2 045	4 522
Autres contrats fermes	24 264	7	3	14 796	4	2
Options et instruments conditionnels	22 776	67	146	23 447	92	265
<i>Instrument de change</i>						
Swaps	79 342	20	61	81 679	20	71
Autres contrats fermes	66	379	353	10 871	401	391
Options et instruments conditionnels	19 865	59	57	16 193	53	52
<i>Autres que taux et change</i>						
Swaps	13 825	74	125	13 553	74	138
Autres contrats fermes	1 623	0	0	1 744	0	0
Options et instruments conditionnels	20 587	462	449	4 550	158	162
Sous-total	465 410	6 161	8 134	457 278	2 848	5 603
Instruments dérivés de couverture						
<i>couverture de Fair Value Hedge</i>						
Swaps	73 349	1 605	2 148	74 463	2 609	2 717
Options et instruments conditionnels	1	0	0	1	0	0
<i>couverture de Cash Flow Hedge</i>						
Swaps	208	6	27	165	4	41
Autres contrats fermes	0	0	3	0	0	5
Sous-total	73 558	1 611	2 179	74 630	2 614	2 763
Total	538 969	7 773	10 314	531 907	5 461	8 366

NOTE 7 - Actifs financiers disponibles à la vente

7a - Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2013	31.12.2012
. Effets publics	12 824	11 809
. Obligations et autres titres à revenu fixe	46 401	44 766
- Cotés	46 021	44 149
- Non cotés	381	617
. Actions et autres titres à revenu variable	5 423	5 119
- Cotés	5 268	4 966
- Non cotés	154	153
. Titres immobilisés	1 611	1 625
- Titres de participations	1 167	1 177
- Autres titres détenus à long terme	136	133
- Parts dans les entreprises liées	305	311
- Titres prêtés	4	4
. Créances rattachées	233	251
TOTAL	66 492	63 570
<i>Dont plus/moins values latentes sur obligations et autres titres à revenus fixe et sur effets publics comptabilisées directement en capitaux propres</i>	-65	-80
<i>Dont plus/moins values latentes sur actions et autres titres à revenu variable et sur titres immobilisés comptabilisées directement en capitaux propres</i>	627	545
<i>Dont dépréciations des obligations et autres titres à revenu fixe</i>	-89	-88
<i>Dont dépréciations des actions et autres titres à revenu variable et des titres immobilisés</i>	-1 880	-1 986

7b - Exposition au risque souverain

Pays bénéficiant d'un plan de soutien

Expositions nettes*	30.06.2013		31.12.2012	
	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat	6			
Actifs disponibles à la vente	63	100	63	100
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
TOTAL	69	100	63	100

* Les montants des expositions nettes s'entendent après prise en compte de la participation aux bénéfices des assurés pour la partie assurance.

Durée résiduelle contractuelle	30.06.2013		31.12.2012	
	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
<1 an				
1 à 3 ans	13		13	
3 à 5 ans	50			
5 à 10 ans	2	93	50	93
Sup à 10 ans	4	7		7
Total	69	100	63	100

Autres expositions souveraines du portefeuille bancaire

Expositions nettes	30.06.2013		31.12.2012	
	Espagne	Italie	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	199	16	204	39
Actifs disponibles à la vente	49	3 455	54	3 472
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
TOTAL	248	3 471	258	3 511

Activités de marchés en valeur de marché, autres métiers en valeur nominale. Les encours sont présentés nets de CDS.

Durée résiduelle contractuelle	30.06.2013		31.12.2012	
	Espagne	Italie	Espagne	Italie
<1 an	125		81	30
1 à 3 ans	81	2 630	118	2 645
3 à 5 ans	17	278	29	206
5 à 10 ans	14	316	13	382
Sup à 10 ans	11	247	16	248
Total	248	3 471	258	3 511

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers, conformément à ce qui a été défini par la norme IFRS 7 :

- niveau 1 : Utilisation du cours de bourse. Dans les activités de marché, concerne les titres de créance cotés par au moins quatre contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.
- niveau 2 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données observables ; sont dans ce niveau, dans les activités de marché, les titres de créance cotés par deux ou trois contributeurs et les dérivés de gré à gré non présents dans le niveau 3.
- niveau 3 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données non observables. Y figurent les actions non cotées, et dans les activités de marché, les titres de créance cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables.

Les instruments du portefeuille de négociation classés en niveaux 2 ou 3 sont constitués en majorité des titres jugés peu liquides et des dérivés dont au moins un des sous-jacents est jugé peu liquide.

L'ensemble de ces instruments comporte des incertitudes de valorisation, lesquelles donnent lieu à des ajustements de valeur reflétant la prime de risque qu'un acteur de marché incorporerait lors de l'établissement du prix.

Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Les méthodes utilisées sont susceptibles d'évaluer. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

NOTE 6 - Couverture

6a - Instruments dérivés de couverture

	30.06.2013		31.12.2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. couverture de flux de trésorerie (Cash flow Hedge)	6	31	4	46
. couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	1 605	2 148	2 610	2 717
TOTAL	1 611	2 179	2 614	2 763

La couverture en juste valeur est la couverture d'une exposition au changement de la juste valeur d'un instrument financier attribuable à un risque particulier. Les variations de juste valeur de la couverture ainsi que des éléments couverts, pour la partie attribuable au risque couvert, sont comptabilisées en résultat.

6b - Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur 30.06.2013	Juste valeur 31.12.2012	Variation de juste valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
. d'actifs financiers	664	852	-188
. de passifs financiers	-1 422	-1 947	525

6c - Analyse des instruments dérivés

	30.06.2013			31.12.2012		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction						
<i>Instrument de taux</i>						
Swaps	283 063	5 093	6 941	290 445	2 045	4 522
Autres contrats fermes	24 264	7	3	14 796	4	2
Options et instruments conditionnels	22 776	67	146	23 447	92	265
<i>Instrument de change</i>						
Swaps	79 342	20	61	81 679	20	71
Autres contrats fermes	66	379	353	10 871	401	391
Options et instruments conditionnels	19 865	59	57	16 193	53	52
<i>Autres que taux et change</i>						
Swaps	13 825	74	125	13 553	74	138
Autres contrats fermes	1 623	0	0	1 744	0	0
Options et instruments conditionnels	20 587	462	449	4 550	158	162
Sous-total	465 410	6 161	8 134	457 278	2 848	5 603
Instruments dérivés de couverture						
<i>couverture de Fair Value Hedge</i>						
Swaps	73 349	1 605	2 148	74 463	2 609	2 717
Options et instruments conditionnels	1	0	0	1	0	0
<i>couverture de Cash Flow Hedge</i>						
Swaps	208	6	27	165	4	41
Autres contrats fermes	0	0	3	0	0	5
Sous-total	73 558	1 611	2 179	74 630	2 614	2 763
Total	538 969	7 773	10 314	531 907	5 461	8 366

NOTE 8 - Clientèle

8a - Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2013	31.12.2012
Créances saines	156 029	154 164
. Créances commerciales	4 661	4 722
. Autres concours à la clientèle	150 516	148 881
- crédits à l'habitat	64 614	63 746
- autres concours et créances diverses dont pensions	85 902	85 135
. Créances rattachées	320	316
. Titres non cotés sur un marché actif	532	245
Créances d'assurance et réassurance	213	180
Créances dépréciées sur base individuelle	9 183	8 897
Créances brutes	165 425	163 241
Provisions individuelles	-5 601	-5 656
Provisions collectives	-531	-490
SOUS TOTAL I	159 292	157 096
Location financement (investissement net)	9 091	8 809
. Mobilier	5 378	5 293
. Immobilier	3 351	3 144
. Créances dépréciées sur base individuelle	362	373
Provisions pour dépréciation	-136	-130
SOUS TOTAL II	8 955	8 680
TOTAL	168 248	165 775
dont prêts participatifs	12	11
dont prêts subordonnés	33	13

Opérations de location financement avec la clientèle

	31.12.2012	Acquisition	Cession	Autres	30.06.2013
Valeur brute comptable	8 809	924	-635	-7	9 091
Dépréciations des loyers non recouvrables	-130	-20	14	0	-136
Valeur nette comptable	8 680	904	-621	-7	8 955

8b - Dettes envers la clientèle

	30.06.2013	31.12.2012
. Comptes d'épargne à régime spécial	40 406	39 098
- à vue	31 200	30 071
- à terme	9 206	9 027
. Dettes rattachées sur comptes d'épargne	362	3
Sous-total	40 768	39 101
. Comptes à vue	47 833	47 682
. Comptes et emprunts à terme	45 108	47 293
. Pensions	232	202
. Dettes rattachées	459	501
. Dettes d'assurance et de réassurance	184	85
Sous-total	93 817	95 762
TOTAL	134 585	134 864

NOTE 9 - Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2013	31.12.2012
. Titres	10 230	11 605
- Effets publics	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	10 230	11 605
. Cotés	10 204	11 560
. Non cotés	25	45
. Créances rattachées	12	1
TOTAL BRUT	10 242	11 606
dont actifs dépréciés	25	25
Provisions pour dépréciation	-16	-14
TOTAL NET	10 226	11 593

NOTE 10 - Variation des dépréciations

	31.12.2012	Dotation	Reprise	Autres	30.06.2013
Prêts et créances Etablissements de crédit	-280	0	18	20	-242
Prêts et créances sur la clientèle	-6 275	-652	667	-7	-6 268
Titres en AFS "disponibles à la vente"	-2 074	-3	105	3	-1 969
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"	-14	-3	0	0	-16
Total	-8 643	-658	790	15	-8 496

NOTE 11 - Note sur les expositions liées à la crise financière

Il est présenté ci-après les expositions liées à la crise financière.

Les portefeuilles ont été valorisés en prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, des principaux brokers ou, lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

Synthèse	Valeur comptable	
	30.06.2013	31.12.2012
RMBS	2 207	2 391
CMBS	539	333
CLO	1 098	943
Autres ABS	790	731
CLO couverts par des CDS	711	833
Autres ABS couverts par des CDS	24	25
Lignes de liquidité des programmes ABCP	273	351
TOTAL	5 640	5 606

Sauf mention contraire, les titres ne sont pas couverts par des CDS.

Expositions au 30/06/2013	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	829	476	267	490	2 062
AFS	411	63	109	150	733
Loans	967		721	150	1 839
TOTAL	2 207	539	1 098	790	4 634
France		2		443	445
Espagne	107			43	150
Royaume Uni	258			100	357
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	805	88	694	180	1 767
USA	959	449	404	25	1 837
Autres	78				78
TOTAL	2 207	539	1 098	790	4 634
US Agencies	284				284
AAA	605	453	754	502	2 314
AA	276		280	68	625
A	185	21	39	126	370
BBB	76	65	7	34	182
BB	92		15	13	120
Inférieur ou égal à B	689			46	735
Non noté			3		3
TOTAL	2 207	539	1 098	790	4 634
Origination 2005 et avant	361	286		19	666
Origination 2006	370	111	162	32	676
Origination 2007	725	117	419	51	1 312
Origination depuis 2008	751	25	517	687	1 980
TOTAL	2 207	539	1 098	790	4 634

Expositions au 31/12/2012	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	921	269	15	505	1 710
AFS	478	64	29	75	646
Loans	992		899	151	2 042
TOTAL	2 391	333	943	731	4 398
France	1	2		519	522
Espagne	105			68	173
Royaume Uni	244			47	291
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	706	64	664	72	1 506
USA	1 232	267	279	25	1 803
Autres	103				103
TOTAL	2 391	333	943	731	4 398
US Agencies	447				447
AAA	546	259	383	462	1 650
AA	239		488	53	780
A	188	10	47	150	395
BBB	66	64	12	19	161
BB	101		14		114
Inférieur ou égal à B	804			47	851
Non noté					0
TOTAL	2 391	333	943	731	4 398
Origination 2005 et avant	400	98		28	526
Origination 2006	508	60	180	45	793
Origination 2007	746	175	418	60	1 399
Origination depuis 2008	736	0	346	598	1 680
TOTAL	2 391	333	943	731	4 398

NOTE 12 - Impôts**12a - Impôts courants**

	30.06.2013	31.12.2012
Actif (par résultat)	545	701
Passif (par résultat)	335	446

12b - Impôts différés

	30.06.2013	31.12.2012
Actif (par résultat)	607	625
Actif (par capitaux propres)	195	249
Passif (par résultat)	491	486
Passif (par capitaux propres)	285	320

NOTE 13 - Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

13a - Comptes de régularisation et actifs divers

	30.06.2013	31.12.2012
Comptes de régularisation actif		
Valeurs reçues à l'encaissement	180	188
Comptes d'ajustement sur devises	15	83
Produits à recevoir	450	404
Comptes de régularisation divers	1 904	2 296
Sous-total	2 550	2 972
Autres actifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	250	79
Dépôts de garantie versés	6 517	8 069
Débiteurs divers	6 119	6 191
Stocks et assimilés	13	13
Autres emplois divers	50	49
Sous-total	12 948	14 402
Autres actifs d'assurance		
Provisions techniques - Part des réassureurs	265	269
Autres	92	83
Sous-total	357	353
Total	15 854	17 727

13b - Comptes de régularisation et passifs divers

	30.06.2013	31.12.2012
Comptes de régularisation passif		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	395	153
Comptes d'ajustement sur devises	99	6
Charges à payer	727	643
Produits constatés d'avance	664	639
Comptes de régularisation divers	6 631	7 435
Sous-total	8 515	8 877
Autres passifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	232	123
Versements restant à effectuer sur titres	91	100
Créditeurs divers	2 806	4 163
Sous-total	3 128	4 386
Autres passifs d'assurance		
Dépôts et cautionnements reçus	175	167
Sous-total	175	167
Total	11 818	13 430

NOTE 14 - Participation dans les entreprises mises en équivalence

Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE

	30.06.2013			31.12.2012				
	QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat	QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat		
ACM Nord	Non Coté	Non Coté	49,00%	24	2	49,00%	22	6
ASTREE Assurance	Cotée	Cotée	30,00%	17	1	30,00%	17	1
Banca Popolare di Milano (1)	Cotée	Cotée	6,87%	95	-50	6,87%	142	-58
Banco Popular Español	Cotée	Cotée	4,84%	473	25	4,37%	410	-105
Banque de Tunisie	Cotée	Cotée	33,01%	156	6	20,00%	52	6
Banque Marocaine du Commerce Extérieur	Cotée	Cotée	26,21%	922	21	26,21%	923	16
CMCP	Non Coté	Non Coté		5	0		5	0
Euro Information	Non Coté	Non Coté	26,36%	234	10	26,36%	222	20
Euro Protection Surveillance	Non Coté	Non Coté	25,00%	5	2	25,00%	3	3
RMA Watanya (2)	Non Coté	Non Coté	22,02%	193	-34	22,02%	209	-25
Royal Automobile Club de Catalogne	Non Coté	Non Coté	48,99%	45	2	48,99%	59	4
SCI Treflière	Non Coté	Non Coté	46,09%	11	0	46,09%	12	1
Autres participations	Non Coté	Non Coté		2	0		3	1
TOTAL				2 181	-15		2 079	-131

(1) Le résultat négatif de Banca Popolare di Milano à hauteur de (50) millions d'euros, comprend une dépréciation de (32) millions d'euros sur cette participation.

(2) L'écart d'acquisition de RMA de 87 millions d'euros a été déprécié à hauteur de 15 millions d'euros durant le 1er semestre 2013.

Banca Popolare di Milano S.C.a.r.l ou « BPM »

L'investissement dans BPM est consolidé par mise en équivalence compte tenu de la position d'influence notable du CIC qui conserve son mandat au conseil en qualité de partenaire stratégique, et qui participe également au comité exécutif ainsi qu'au comité financier. Sa valorisation dans les comptes doit ressortir de ce fait à la quote-part dans l'actif net comptable IFRS, sans cependant pouvoir excéder la valeur d'utilité. Celle-ci a été déterminée en appliquant la méthode « dividend discounted method (DDM) » qui consiste à actualiser les résultats distribuables futurs sur une longue période, eux même obtenus à partir des résultats nets comptables prévisionnels diminués du montant mis en réserve pour respecter les contraintes réglementaires du ratio de solvabilité.

L'investissement dans BPM a fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2012. Au 30 juin 2013, les paramètres du test ont été mis à jour. Il en ressort une valeur d'utilité de 40 centimes par action. Cette valeur était de 62 centimes au 31 décembre 2012. Cette variation de valeur a amené un complément de dépréciation de 32 millions d'euros, de sorte que l'investissement représente une valeur de 95 millions d'euros à l'actif du bilan. Sa quote-part de résultat de la période est de -18 millions d'euros, hors dépréciation.

Une analyse de sensibilité aux principaux paramètres retenus dans le modèle, notamment au taux d'actualisation, fait ressortir qu'une variation de 100bp à la hausse du taux entraînerait une diminution de la valeur d'utilité de 12,5%.

Pour mémoire, le cours de l'action BPM à la bourse de Milan était de 31 centimes à la clôture du 28 juin 2013 ce qui représente une valeur boursière de l'investissement de 69 millions d'euros.

Banco Popular Español (BPE) :

L'investissement dans BPE est consolidé par mise en équivalence compte tenu des liens d'influence notable entre le Groupe et BPE : représentation du Crédit Mutuel - CIC au Conseil d'administration de BPE, existences d'une co-entreprise bancaire entre les deux groupes et de multiples accords commerciaux croisés sur les marchés franco-espagnols des entreprises et des particuliers.

La valeur au bilan de la participation dans BPE représente la quote-part du Groupe dans l'actif net de BPE en normes IFRS, dans la limite de sa valeur recouvrable basée sur la valeur d'utilité de la participation. Cette dernière est déterminée à partir des flux prévisionnels futurs actualisés distribuables aux actionnaires, compte tenu des contraintes réglementaires de capitalisation propres aux établissements de crédit. Le taux d'actualisation des flux résulte du taux d'intérêt à long terme de la dette de l'Etat espagnol auquel s'ajoute une prime de risque de BPE fonction de la sensibilité du cours de son action au risque de marché, déterminée par référence à l'indice Ibxex 35 de la Bourse de Madrid.

L'investissement dans BPE a fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2012. Une analyse de sensibilité aux principaux paramètres retenus dans le modèle, notamment au taux d'actualisation, fait ressortir qu'une variation de 100bp à la hausse du taux entraînerait une diminution de la valeur d'utilité de 7,8%. De même, une réduction de 5% des résultats prévisionnels du plan d'affaires de la BPE affecterait la valeur d'utilité de -4,8%. Ces deux derniers cas de figure ne remettraient cependant pas en cause la valeur de mise en équivalence inscrite dans les comptes consolidés du Groupe.

Pour mémoire, le cours de clôture à la Bourse de Madrid était de 2,355 € par action BPE au 28 juin 2013 ce qui représente une valeur boursière de l'investissement de 195 millions d'euros.

NOTE 15 - Immeubles de placement

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2013
Coût historique	1 368	594	0	3	1 964
Amortissement et dépréciation	-201	-12	0	-2	-215
Montant net	1 167	582	0	1	1 749

NOTE 16 - Immobilisations corporelles et incorporelles*16a - Immobilisations corporelles*

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2013
Coût historique					
Terrains d'exploitation	392	0	-1	-1	391
Constructions d'exploitation	2 748	34	-9	-1	2 773
Autres immobilisations corporelles	1 268	35	-50	3	1 258
Total	4 408	70	-59	2	4 421
Amortissement et dépréciation					
Terrains d'exploitation	-2	0	0	0	-2
Constructions d'exploitation	-1 538	-61	7	37	-1 555
Autres immobilisations corporelles	-941	-30	33	-41	-978
Total	-2 481	-91	40	-3	-2 535
Montant net	1 928	-21	-19	-2	1 886

16b - Immobilisations incorporelles

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2013
Coût historique					
. Immobilisations générées en interne	15	0	0	0	15
. Immobilisations acquises	1 460	15	-9	-15	1 450
- logiciels	472	6	-8	1	472
- autres	988	9	-1	-16	978
Total	1 475	15	-10	-15	1 465
Amortissement et dépréciation					
. Immobilisations acquises	-537	-43	8	8	-564
- logiciels	-296	-30	7	-1	-321
- autres	-241	-13	1	9	-243
Total	-537	-43	8	8	-564
Montant net	938	-28	-1	-8	901

NOTE 17 - Ecart d'acquisition

	31.12.2012	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2013
Ecart d'acquisition brut	4 346	0	0	-1	4 345
Dépréciations	-182	0	0	0	-182
Ecart d'acquisition net	4 164	0	0	-1	4 163

Filiales	Valeur de l'EA au 31.12.2012	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Autres variations	Valeur de l'EA au 30.06.2013
Targobank Allemagne	2763					2 763
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	506					506
Cofidis Participations	378					378
Targobank Espagne (ex Banco Popular Hipotecario)	183					183
CIC Private Banking - Banque Pasche	55				-1	54
Banque Casino	26					26
CM-CIC Investissement	21					21
Monabanq	17					17
CIC Iberbanco	15					15
Banque de Luxembourg	13					13
Banque Transatlantique	6					6
Transatlantique Gestion	5					5
Autres	175					175
TOTAL	4 164	0	0	0	-1	4 163

NOTE 18 - Dettes représentées par un titre

	30.06.2013	31.12.2012
Bons de caisse	170	176
TMI & TCN	50 834	49 526
Emprunts obligataires	42 249	42 630
Dettes rattachées	1 006	1 211
TOTAL	94 258	93 543

NOTE 19 - Provisions techniques des contrats d'assurance

	30.06.2013	31.12.2012
Vie	55 449	53 772
Non vie	2 192	2 141
Unités de compte	5 910	5 995
Autres	251	207
TOTAL	63 802	62 115
Dont participation aux bénéfices différée passive	4 008	4 906
Part des réassureurs dans les provisions techniques	265	269
TOTAL - Provisions techniques nettes	63 537	61 846

NOTE 20 - Provisions

	31.12.2012	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	30.06.2013
Provisions pour risques	298	39	-16	-24	1	297
Sur engagements par signature	111	23	-5	-16	-1	112
Sur engagements de financement et de garantie	0	0	0	0	0	0
Sur risques pays	16	0	0	0	0	16
Provision pour impôt	50	3	-8	-3	1	43
Provisions pour litiges	98	8	-2	-4	0	100
Provision pour risques sur créances diverses	23	5	-1	-1	1	26
Autres provisions	637	54	-14	-17	1	661
Provision pour épargne logement	20	0	0	-1	-1	18
Provisions pour éventualités diverses	322	15	-8	-7	-1	321
Autres provisions	295	39	-6	-9	3	322
Provisions pour engagements de retraite	577	23	-2	-1	-9	588
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite						
Indemnités de fin de carrière	432	13	-1	0	-4	440
Compléments de retraite	76	3	-1	0	-5	73
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	43	0	0	0	0	43
sous-total comptabilisé	551	16	-2	-1	-8	555
Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite du groupe						
Provision de l'insuffisance de réserve des caisses de retraite (1)	26	7	0	0	-1	33
Juste valeur des actifs						
sous-total comptabilisé	26	7	0	0	-1	33
Total	1 512	116	-32	-42	-8	1 546

(1) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite concernent uniquement les entités situées à l'étranger.

NOTE 21 - Dettes subordonnées

	30.06.2013	31.12.2012
Dettes subordonnées	4 696	4 853
Emprunts participatifs	28	29
Dettes subordonnées à durée indéterminée	2 862	2 861
Autres dettes	1	1
Dettes rattachées	196	92
TOTAL	7 784	7 836

Principales dettes subordonnées

en M€	Type	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice (1)	Taux	Echéance
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	19.07.2001	700 M€	653 M€	6,50	19.07.2013
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	30.09.2003	800 M€	791 M€	5,00	30.09.2015
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	18.12.2007	300 M€	300 M€	5,10	18.12.2015
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	16.06.2008	300 M€	300 M€	5,50	16.06.2016
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	16.12.2008	500 M€	500 M€	6,10	16.12.2016
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	06.12.2011	1000 M€	1000 M€	5,30	06.12.2018
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	22.10.2010	1000 M€	917 M€	4,00	22.10.2020
CIC	Participatif	28.05.1985	137 M€	13 M€	(2)	(3)
CIC	TSDI	30.06.2006	200 M€	200 M€	(4)	indéterminé
CIC	TSDI	30.06.2006	550 M€	550 M€	(5)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	Emprunt	28.12.2005	500 M€	500 M€	(6)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	15.12.2004	750 M€	750 M€	(7)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	25.02.2005	250 M€	250 M€	(8)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	28.04.2005	404 M€	393 M€	(9)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	17.10.2008	147 M€	147 M€	(10)	indéterminé

(1) Montants nets d'intra-groupe.

(2) Minimum 85% (TAM+TMO)/2. Maximum 130% (TAM+TMO)/2.

(3) Non amortissable, mais remboursable au gré de l'emprunteur à compter du 28.05.1997 à 130% du nominal revalorisé de 1,5% par an pour les années ultérieures.

(4) Taux Euribor 6 mois + 167 points de base.

(5) Taux Euribor 6 mois majoré de 107 points de base les dix premières années et pour les années suivantes et à défaut de remboursement anticipé, majoration de 207 points de base.

(6) Taux Euribor 1 an + 0,3 point de base.

(7) CMS 10 ans ISDA CIC +10 points de base.

(8) CMS 10 ans ISDA+10 points de base.

(9) Taux fixe 4,471 jusqu'au 28/10/2015, puis EURIBOR 3M + 185 points de base.

(10) Taux Euribor 3 mois + 665 points de base.

NOTE 22 - Capitaux propres

22a - Capitaux propres part du groupe (hors gains ou pertes latents ou différés)

	30.06.2013	31.12.2012
. Capital et réserves liées au capital	2 063	2 063
- Capital	1 327	1 327
- Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion	736	736
. Réserves consolidées	10 454	9 625
- Réserves réglementées	7	7
- Réserves de conversion	0	0
- Autres réserves (dont effets liés à la première application)	10 451	9 621
- Report à nouveau	-4	-3
. Résultat de l'exercice	529	930
TOTAL	13 046	12 618

22b - Gains ou pertes latents ou différés

	30.06.2013	31.12.2012
Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :		
. Actifs disponibles à la vente		
- actions	667	582
- obligations	-65	-80
. Dérivés de couverture (CFH)	-41	-99
. Ecart actuariels	-148	-140
. Ecart de conversion	18	23
. Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	-52	-56
TOTAL	379	230
dont part du groupe	228	91
dont part des intérêts minoritaires	151	138

*soldes net d'IS.

22c - Recyclage de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	Variations 2013	Variations 2012
Ecarts de conversion		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	-5	2
Sous-total	-5	2
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Reclassement vers le résultat	11	8
Autres mouvements	89	1 420
Sous-total	100	1 428
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	58	6
Sous-total	58	6
Réévaluation des immobilisations		
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-7	-75
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	4	-19
TOTAL	149	1 341

22d - Impôt relatif à chaque composante de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	Variations 2013			Variations 2012		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Ecarts de conversion	-5		-5	2		2
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	115	-16	100	1 308	120	1 428
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	60	-2	58	0	6	6
Réévaluation des immobilisations	0		0	0		0
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-7	0	-7	-99	23	-76
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	4		4	-19		-19
Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	167	-18	149	1 192	149	1 341

NOTE 23 - Engagements donnés et reçus

Engagements donnés	30.06.2013	31.12.2012
<i>Engagements de financement</i>		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	3 911	3 815
Engagements en faveur de la clientèle	37 361	37 090
<i>Engagements de garantie</i>		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	1 344	1 317
Engagements d'ordre de la clientèle	13 569	13 309
<i>Engagements sur titres</i>		
Autres engagements donnés	863	242
<i>Engagements donnés de l'activité d'assurance</i>	379	193

Engagements reçus	30.06.2013	31.12.2012
<i>Engagements de financement</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	33 907	24 313
<i>Engagements de garantie</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	26 679	26 755
Engagements reçus de la clientèle	5 219	5 349
<i>Engagements sur titres</i>		
Autres engagements reçus	440	102
<i>Engagements reçus de l'activité d'assurance</i>	5 240	5 595

Actifs donnés en garantie de passif	30.06.2013	31.12.2012
Titres prêtés	4	4
Dépôts de garantie sur opérations de marché	6 517	8 069
Titres et valeurs donnés en pension	22 938	24 165
Total	29 459	32 238

Pour son activité de refinancement, le Groupe procède à la mise en pension de titres de dettes et/ou de capitaux propres. Elle se traduit par le transfert de la propriété de titres que le bénéficiaire peut à son tour prêter. Les coupons ou dividendes bénéficient à l'emprunteur. Ces opérations sont soumises à appels de marge et le Groupe est exposé à la non-restitution des titres. Au 30.06.2013, la juste valeur des actifs donnés en pension s'élève à 21 791 millions d'euros.

NOTE 24 - Intérêts et produits/charges assimilés

	1er sem 2013		1er sem 2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
. Etablissements de crédit & banques centrales	661	-375	851	-1 014
. Clientèle	4 602	-2 286	4 818	-2 463
- dont location financement et location simple	1 329	-1 175	1 340	-1 175
. Instruments dérivés de couverture	879	-781	1 147	-1 312
. Actifs financiers disponibles à la vente	189		336	
. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	138		223	
. Dettes représentées par un titre		-940		-1 105
. Dettes subordonnées		-39		-56
TOTAL	6 468	-4 421	7 376	-5 950

NOTE 25 - Commissions

	1er sem 2013		1er sem 2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	2	-1	2	-1
Clientèle	472	-6	426	-5
Titres	344	-36	326	-35
<i>dont activités gérées pour compte de tiers</i>	231		230	
Instruments dérivés	1	-2	2	-2
Change	10	-1	7	-1
Engagements de financement et de garantie	13	-4	13	-4
Prestations de services	578	-326	576	-320
TOTAL	1 420	-376	1 353	-369

NOTE 26 - Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	1er sem 2013	1 er sem 2012
Instruments de transaction	-119	693
Instruments à la juste valeur sur option (1)	66	115
Inefficacité des couvertures	9	-29
. Sur couverture de flux de trésorerie (CFH)	0	0
. Sur couverture de juste valeur (FVH)	9	-29
. Variations de juste valeur des éléments couverts	-151	-388
. Variations de juste valeur des éléments de couverture	160	359
Résultat de change	17	16
Total des variations de juste valeur	-27	795

(1) dont 58 millions d'euros provenant de l'activité Capital Développement

NOTE 27 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	1er sem 2013			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		118	0	118
. Actions et autres titres à revenu variable	13	2	12	28
. Titres immobilisés	28	9	0	36
. Autres	0	1	0	1
Total	41	130	12	183

	1er sem 2012			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		5	0	5
. Actions et autres titres à revenu variable	6	-5	19	21
. Titres immobilisés	39	39	19	97
. Autres	0	-1	0	-1
Total	45	38	39	122

NOTE 28 - Produits et charges des autres activités

	1er sem 2013	1 er sem 2012
Produits des autres activités		
. Contrats d'assurance :	5 990	4 781
. Immeubles de placement :	1	0
. Charges refacturées	11	11
. Autres produits	399	432
Sous-total	6 401	5 224
Charges des autres activités		
. Contrats d'assurance :	-5 141	-4 058
. Immeubles de placement :	-12	-11
. - dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu)	-12	-11
. - moins values de cession	0	0
. Autres charges	-215	-267
Sous-total	-5 369	-4 335
Total net des autres produits et charges	1 032	888

Produits nets des activités d'assurance

	1er sem 2013	1 er sem 2012
Primes acquises	4 983	3 794
Charges des prestations	-2 948	-2 859
Variations des provisions	-2 210	-1 213
Autres charges et produits techniques et non techniques	46	39
Produits nets des placements	978	963
Total	849	724

NOTE 29 - Frais généraux

	1er sem 2013	1 er sem 2012
Charges de personnel	-1 483	-1 430
Autres charges	-1 221	-1 175
TOTAL	-2 704	-2 604

29a - Charges de personnel

	1er sem 2013	1 er sem 2012 retraité
Salaires et traitements	-957	-965
Charges sociales (1)	-357	-338
Avantages du personnel à court terme	-2	-1
Intéressement et participation des salariés	-58	-52
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-108	-72
Autres	-1	-2
TOTAL	-1 483	-1 430

(1) dont un produit de 10 millions d'euros au titre du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Ce montant correspond à 4% des salaires éligibles au dispositif au 30 juin 2013.

Effectifs

	1er sem 2013	1 er sem 2012
Effectifs moyens		
Techniciens de la banque	25 252	26 184
Cadres	14 458	14 118
Total	39 710	40 302
Ventilation par pays		
France	28 690	29 813
Etranger	11 020	10 489
Total	39 710	40 302

Les effectifs des sociétés Targobank Espagne et Banque Casino, consolidées par intégration proportionnelle, ont été repris à hauteur de la quote-part du Groupe, soit respectivement 287 et 87 personnes.

	1er sem 2013	1 er sem 2012
Effectifs inscrits*	42 391	42 925

*Les effectifs inscrits correspondent à la totalité des effectifs de fin de période des entités sous contrôle du Groupe, par différence avec les effectifs moyens en équivalent temps plein (dits ETP), limités au périmètre de la consolidation financière par intégration globale ou proportionnelle.

29b - Autres charges d'exploitation

	1er sem 2013	1 er sem 2012 retraité
Impôts et taxes	-145	-112
Services extérieurs	-948	-932
Autres charges diverses (transports, déplacements, ...)	8	10
Total	-1 086	-1 034

29c - Dotations et reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles

	1er sem 2013	1 er sem 2012
Amortissements :		
- immobilisations corporelles	-92	-95
- immobilisations incorporelles	-43	-45
Dépréciations :		
- immobilisations corporelles	0	0
- immobilisations incorporelles	0	0
Total	-135	-141

NOTE 30 - Coût du risque

30.06.2013	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	18	-1	0	0	17
Clientèle	-626	608	-316	-186	47	-473
. Location financement	-3	4	-2	-1	0	-2
. Autres - clientèle	-623	604	-314	-185	47	-470
Sous total	-626	626	-317	-186	47	-456
HTM - DJM	-3	0	0	0	0	-3
AFS - DALV	-1	0	-8	-23	15	-17
Autres	-30	23	-2	-1	0	-10
Total	-660	649	-327	-210	62	-486

30.06.2012	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	-21	23	-1	0	0	1
Clientèle	-599	608	-344	-178	51	-462
. Location financement	-3	3	-2	-2	0	-3
. Autres - clientèle	-597	604	-342	-176	51	-459
Sous total	-620	631	-345	-178	51	-460
HTM - DJM	0	0	0	0	0	0
AFS - DALV	-1	409	-461	-23	21	-55
Autres	-25	34	0	0	0	9
Total	-646	1 074	-806	-200	72	-506

NOTE 31 - Gains ou pertes sur autres actifs

	1er sem 2013	1er sem 2012
Immobilisations corporelles et incorporelles	1	9
. MV de cession	-3	-3
. PV de cession	4	12
PV/MV sur titres consolidés cédés	0	1
TOTAL	1	10

NOTE 32 - Variations de valeur des écarts d'acquisition

	1er sem 2013	1er sem 2012
Dépréciation des écarts d'acquisition	-15	0
Ecart d'acquisition négatif passé en résultat	0	0
TOTAL	-15	0

L'écart d'acquisition de RMA de 87 millions d'euros a été déprécié à hauteur de 15 millions d'euros durant le 1er semestre 2013.

NOTE 33 - Impôts sur les bénéfices

Décomposition de la charge d'impôt

	1er sem 2013	1er sem 2012 retraité
Charge d'impôt exigible	-376	-377
Charge d'impôt différé	-18	-11
Ajustements au titre des exercices antérieurs	-7	-1
TOTAL	-400	-389

NOTE 34 - Résultat par action

	1er sem 2013	1er sem 2012 retraité
Résultat net part du Groupe	529	538
Nombre d'actions à l'ouverture	26 532 613	26 496 265
Nombre d'actions à la clôture	26 532 613	26 532 613
Nombre moyen pondéré d'actions	26 532 613	26 514 439
Résultat de base par action	19,93	20,31
Nombre moyen pondéré d'actions susceptibles d'être émises	0	0
Résultat dilué par action	19,93	20,31

NOTE 35 - Encours des opérations réalisées avec les parties liées

Éléments de bilan relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	30.06.2013				31.12.2012			
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Autres Ets adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe CM11	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Autres Ets adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe CM11
Actif								
Prêts, avances et titres								
Prêts et créances sur les établissements de crédit	28	244	3 093	37 031	0	271	3 152	38 328
Prêts et créances sur la clientèle	28	0	36	0	32	0	36	0
Titres	0	0	206	1 251	0	0	360	1597
Actifs divers	0	2	30	0	1	2	36	0
Total	56	246	3 365	38 282	32	272	3 585	39 925
Passif								
Dépôts								
Dettes envers les établissements de crédit	2	3	3 980	5 572	0	3	3 443	7 766
Dettes envers la clientèle	166	4	2 053	26	154	4	2 053	26
Dettes représentées par un titre	0	0	1 483	0	0	0	1 217	0
Passifs divers	32	0	163	1 252	39	0	207	1 250
Total	201	7	7 678	6 851	194	6	6 921	9 041
Engagements de financement et de garantie								
Engagements de financement donnés	7	170	0	2 200	0	76	0	2 200
Engagements de garantie donnés	0	17	8	0	0	21	0	0
Engagements de financement reçus	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements de garantie reçus	0	0	330	843	0	0	282	748

Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	1er sem 2013				1er sem 2012 retraité			
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Autres Ets adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe CM11	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Autres Ets adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe CM11
Intérêts reçus	3	2	27	501	5	0	21	649
Intérêts versés	-1	0	-40	-45	0	0	-49	-100
Commissions reçues	6	0	0	7	4	0	0	11
Commissions versées	-9	0	0	-95	-5	0	0	-93
Autres produits et charges	9	0	0	22	8	0	2	7
Frais généraux	-166	4	0	-19	-156	4	0	-17
Total	-157	6	-12	372	-144	4	-26	457

Les "Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale" correspondent à la Caisse Centrale de Crédit Mutuel ainsi qu'aux autres fédérations régionales du Crédit Mutuel non affiliées au groupe CM11-CIC.
 Les relations avec les entreprises mères sont principalement des prêts et emprunts dans le cadre de la gestion de la trésorerie.

Pour les sociétés consolidées par intégration proportionnelle, Banque Casino, Bancas et Targobank Espagne, les montants comprennent la part non-éliminée des intercos en consolidation.

2.3 – Facteurs de risque et incertitudes

Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2013 :

➤ Risques

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis le groupe par rapport aux facteurs de risque n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite aux pages 55 à 76 dans le chapitre Eléments financiers du document de référence et rapport financier annuel 2012, à l'exception du risque de crédit et des risques souverains.

Risque de crédit

Conformément à la demande du superviseur et du régulateur de marché, il est présenté en note 11 de l'annexe aux comptes consolidés, les expositions liées à la crise financière.

Risques souverains

Le groupe BFCM communique en date du 31/07/2013 sur son site internet, les encours nets sur les dettes souveraines au 30 juin 2013. Ces encours et les informations détaillées figurent en note 7b de l'annexe aux comptes consolidés du groupe BFCM.

➤ Incertitudes

Au cours du second semestre, nous tablons sur une légère amélioration de la dynamique de croissance dans les économies développées tirées par les Etats-Unis, tandis que les pays émergents peineront à se stabiliser. Plusieurs éléments pourraient compromettre ce scénario :

- Une sortie de politique monétaire accommodante non maîtrisée par la Fed : l'institution américaine a sifflé la fin de la partie et s'apprête à réduire progressivement son soutien à l'économie américaine. Si le chemin a été parfaitement balisé et devrait se faire lentement, un risque d'emballement des taux américains à la hausse ne peut être totalement écarté. Dans ce cas, l'impact serait majeur sur l'économie des Etats-Unis qui risquerait de rechuter rapidement. En effet, une forte augmentation des taux pénaliserait l'immobilier et la consommation, les deux principaux moteurs de la reprise ;
- Un retour de flamme en Europe : l'intervention décisive de la BCE a permis d'apaiser les tensions sur les dettes des Etats. Cette détente a donné l'air aux gouvernements, leur permettant d'étaler dans le temps leurs efforts pour réduire les déficits publics. Si cet ajustement est le bienvenu pour favoriser un retour en territoire positif du taux de croissance, les gouvernements ne doivent pas abandonner les réformes qui permettront de crédibiliser à long terme la soutenabilité de leurs finances publiques. Dans le cas contraire, les créanciers pourraient se détourner de nouveau des pays périphériques rallumant un incendie difficilement maîtrisable ;
- Un atterrissage brutal de l'économie chinoise : la nouvelle classe dirigeante a décidé d'accélérer la réforme du pays pour parvenir à autonomiser sa dynamique de croissance, aujourd'hui totalement dépendante des exportations et des investissements. Si cette stratégie devrait s'avérer payante, elle suppose de sacrifier une partie de la croissance à court terme notamment en adoptant une politique stricte vis-à-vis des banques et des règles d'octrois de crédit qui ont alimenté plusieurs bulles. Ce durcissement risque toutefois de déclencher une crise bancaire d'envergure qui pénaliserait fortement l'activité économique et menacerait les finances des collectivités locales fortement dépendantes des crédits. Un tel choc aurait des répercussions sur le monde entier notamment en faisant baisser les prix de nombreuses matières premières dont la Chine est désormais le principal consommateur.
- Une forte hausse du prix du baril de pétrole : l'instabilité politique au Moyen-Orient pourrait provoquer un nouvel emballement du prix du pétrole. Un choc sur les cours menacerait la reprise mondiale en impactant négativement le pouvoir d'achat et la confiance des ménages.

Chapitre III – Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris-La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Banque Fédérative du Crédit Mutuel BFCM

Période du 1er janvier au 30 juin 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la BFCM, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense, le 1er août 2013

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Arnaud Bourdeille

ERNST & YOUNG et Autres
Olivier Durand

Chapitre IV – Documents accessibles au public

4.1 – Documents accessibles au public

Pendant la durée de validité du document de référence, les documents suivants (ou copie de ces documents) peuvent être consultés :

a) Par voie électronique sur le site internet de la BFCM (*Espace Institutionnel*).

<http://www.bfcm.creditmutuel.fr>

- Les informations financières historiques de la BFCM et du Groupe CM11-CIC pour chacun des deux exercices précédant la publication du document d'enregistrement.
- Le document de référence de l'exercice 2012 et ceux des deux exercices précédant.

b) Sur support physique

- L'acte constitutif et les statuts de l'émetteur
- Tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le document de référence
- Les informations financières historiques des filiales de la BFCM pour chacun des deux exercices précédant la publication du document d'enregistrement.

En adressant une demande par courrier à :

Banque Fédérative du Crédit Mutuel
Département Juridique
34 Rue du Wacken BP 412
67002 STRASBOURG Cedex

4.2 – Responsable de l'information

M. Marc BAUER
Directeur Général Adjoint de la BFCM et Directeur Financier du Groupe CM11-CIC
Téléphone : 03 88 14 68 03
Email : marc.bauer@creditmutuel.fr